

# INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



**RFA**

**La défaite du SPD,  
un revers  
pour les travailleurs**

**Un "Camp David" pour l'Afrique australe ?**



**ETAT ESPAGNOL**

**Le gouvernement du PSOE  
face aux revendications des femmes**

Sommaire du numéro 146 du 28 mars 1983

3	DÉBAT	L'actualité du marxisme vivant	Ernest MANDEL
6	RFA	La défaite du SPD : un revers pour les travailleurs	Déclaration du GIM
8	GRANDE-BRETAGNE	L'échec électoral du Labour Party va aiguïser le débat interne	Paul LAWSON
10	PAYS-BAS	Austérité et missiles : une année cruciale pour les travailleurs	Robert WENT
12	ETAT ESPAGNOL	Le gouvernement du PSOE face aux revendications des femmes : interview de Justa Montero, membre de la Commission pour l'avortement de Madrid	Propos recueillis par Daniel BENSAID
14	NAMIBIE	Un « Camp David » pour l'Afrique Australe ?	Nathan PALMER
17	SURINAM	Des nationalistes en uniforme à Paramaribo	Bert PRINS
21	EQUATEUR	La riposte du mouvement ouvrier à la crise	Rafaël LAVAYEN
22	—	Les perspectives du Mouvement révolutionnaire des travailleurs	R. L.
25		NOUVELLES DE L'INTERNATIONALE ET DU MOUVEMENT OUVRIER POLOGNE : Liberté pour Anna Walentynowicz. DANEMARK : La longue grève des dockers. EL SALVADOR : Ve Coordination européenne des comités de solidarité. GRENADE : Les plans de déstabilisation de la CIA. COLOMBIE : L'état-major réagit à l'enquête sur le MAS.	
28	AMERIQUE CENTRALE	L'alliance du sabre et du goupillon	Vincent KERMEL

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.  
 Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

**ABONNEMENT**  
**25 NUMÉROS**  
**PAR AN**

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

*Inprecor*, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

# L'actualité du marxisme vivant

## Cent ans après la mort de Karl Marx

Ernest MANDEL

LA situation du marxisme dans le monde contemporain est marquée par un étrange paradoxe. L'influence de la pensée de Karl Marx sur la réalité sociale actuelle semble plus forte que jamais. Jamais on ne lui a consacré autant de colloques, de congrès académiques, de livres, d'articles de revues et de journaux qu'à l'occasion du centenaire de sa mort (né à Trèves en 1818, Karl Marx est mort en Grande-Bretagne le 14 mars 1883). Jamais tant de chefs d'Etat et de gouvernements, de partis de masse de par le monde, n'ont prétendu qu'il les inspirait. Mais, en même temps, jamais on n'a tant discoursé sur la « crise du marxisme », voire sur son « déclin irréversible » et sur sa « mort ». Le marxisme étant l'unité de deux mouvements, l'un théorique, l'autre pratique, c'est donc par rapport à ces deux aspects qu'il faut s'efforcer de préciser son actualité.

D'une part, il possède un aspect rigoureusement scientifique, respectant toutes les lois inhérentes à ce type de recherche. Marx est resté toute sa vie un savant qui n'a eu que mépris pour tous ceux qui cachaient ou falsifiaient des faits ou des résultats d'investigation, sous quelque prétexte que ce soit, y compris celui de « ne pas désespérer Billancourt », c'est-à-dire de ne pas décourager la classe ouvrière. Il a poursuivi cette activité scientifique, notamment parce qu'il était convaincu que seule la vérité était révolutionnaire, qu'aucune lutte prolétarienne n'arriverait à son but — la construction d'une société sans classes à l'échelle mondiale — si elle n'était pas constamment éclairée par les résultats d'une analyse rigoureuse de la réalité et de son évolution.

D'autre part, le marxisme a une dimension émancipatrice non moins rigoureuse et exigeante. Jusqu'à Karl Marx, la philosophie s'était contentée d'interpréter le monde. Pour Marx, il s'agissait de le transformer, et ce dans un but précis : supprimer, par l'activité révolutionnaire, toutes les conditions sociales qui font de l'être humain un être asservi, misérable, mutilé, opprimé, exploité, aliéné ; créer une société dans laquelle le libre développement de chaque individu devient la condition du libre développement de tous. Jusqu'à son dernier souffle de vie, Marx est resté fidèle à ce but.

Ces deux objectifs du marxisme, l'explication scientifique du devenir social dans sa totalité et la réalisation du

projet émancipateur le plus radical qu'on ait jamais conçu, sont d'une audace telle que le principal reproche qui a été adressé à Marx, et qu'on lui adresse encore aujourd'hui, c'est d'avoir été le dernier des utopistes : un dessein tellement vaste ne pourrait jamais se réaliser. Ceux qui croient au ciel ajoutent qu'il aurait commis le péché d'orgueil, qu'il a fondé une « religion de l'homme » — ce qui est totalement faux, vu le caractère fondamentalement critique et en permanence auto-critique de sa doctrine — sans l'appui d'une divine providence, et qu'en voulant trop de bien, il aurait finalement provoqué trop de mal.

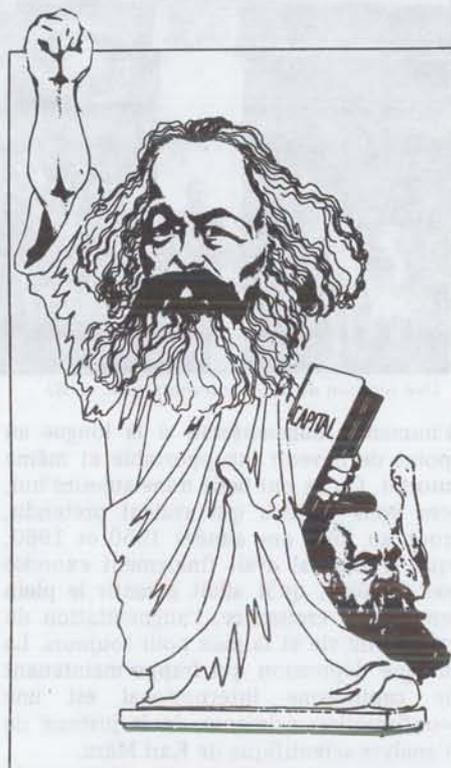
Gageons que l'humanité laborieuse, qui souffre et qui combat pour se libérer de ses chaînes, ne partage pas ce jugement sceptique, résigné et cynique. Accepter ses chaînes sous prétexte qu'on ne sait pas si on pourra jamais s'en débarrasser complètement, affirmer qu'il vaut mieux passer un peu de pommade sur les fers plutôt que de les limer et de les jeter aux orties, cela ne satisfera jamais ceux et celles parmi les enchaînés qui préfèrent se lever contre l'esclavage. Aussi longtemps que l'humanité vivra, cette catégorie de révolutionnaires ne disparaîtra jamais.

Cent ans après la mort de Marx, quel est le bilan que l'on peut tirer des deux aspects du marxisme ?

### LE BILAN DE L'ASPECT SCIENTIFIQUE DU MARXISME

Le premier aspect — celui de la capacité d'analyse et de prévision scientifiques — est entièrement positif. Si l'on compare le monde de 1883 à celui de 1983, que l'on se demande si les transformations principales qui se sont produites sont bien celles prévues par Marx, et si elles résultent de la nature de la société bourgeoise et des contradictions qui la déchirent, telles qu'il nous a appris à les connaître, la réponse ne peut être que « oui », sans aucun « mais » important.

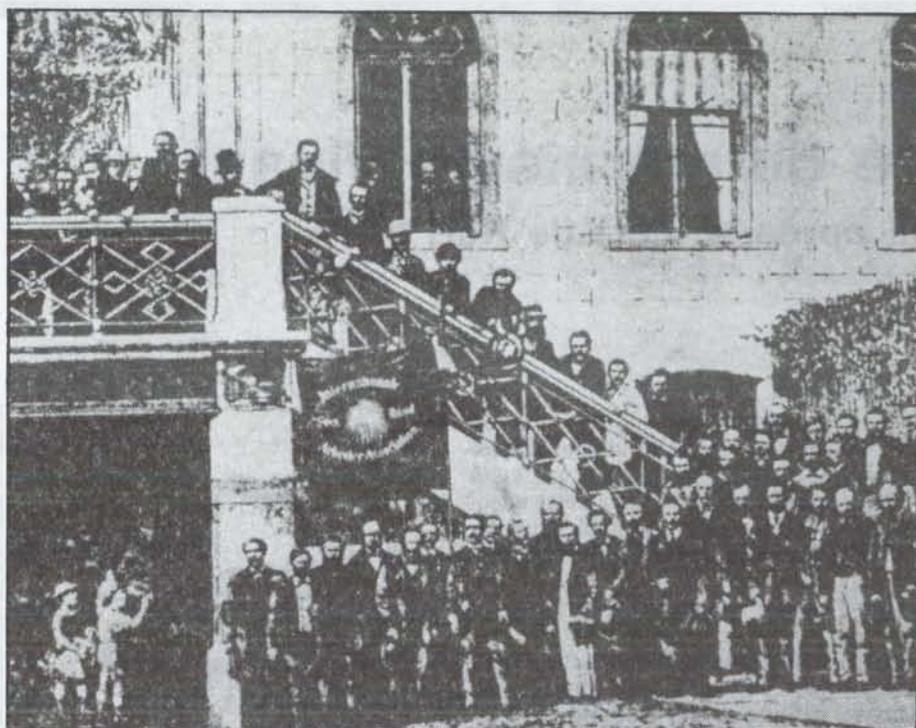
Marx avait compris, mieux que n'importe quel savant ou moraliste de son temps, la dynamique à la fois grandiose et terrifiante des révolutions technologiques inhérentes au mode de production capitaliste, en fonction même de la propriété privée, de l'économie de marché, de la concurrence, et de la soif insatiable qui en découle d'extorquer toujours davantage de plus-value au travail vivant,



afin de pouvoir accumuler toujours plus de capitaux. Dynamique grandiose, car elle contient la promesse de libérer le Travail de tout effort productif fatigant, non-créateur et aliénant, grâce à l'automatisation. Dynamique terrifiante, car elle conduit à la transformation périodique des forces productives en forces de destruction, qui sapent la progression de l'humanité, détruisent son environnement, et risquent de détruire toute la planète.

Il avait compris que de la concurrence jaillirait le monopole, à son tour soumis à une concurrence de plus en plus féroce. Les petits capitaux seraient impitoyablement absorbés ou écrasés par les grands. La société bourgeoise évoluerait vers une structure de forme pyramidale, fondée sur une immense majorité de salariés, mais se concentrant dans chaque pays en quelques dizaines de firmes et de groupes financiers géants et, à l'échelle internationale, en quelques centaines de multinationales, qui dicteraient leur loi à tous les Etats bourgeois et broieraient les travailleurs et les peuples dans une machine infernale qui subordonne tout à l'impératif du profit.

Il avait compris que cette même machine allait se détraquer périodiquement, que le régime capitaliste produirait, à intervalles réguliers, des crises économiques et des guerres, dont le coût pour



Une réunion de la Ire Internationale. (DR)

l'humanité augmenterait à la longue au point de devenir insupportable et même mortel. Qu'ils ont belle mine aujourd'hui, ces bons apôtres qui avaient prétendu, tout au long des années 1950 et 1960, que le Capital avait finalement exorcisé ses démons, qu'il allait garantir le plein emploi, la croissance, l'augmentation du niveau de vie et la paix pour toujours. La longue dépression qui frappe maintenant le capitalisme international est une confirmation éclatante de la justesse de l'analyse scientifique de Karl Marx.

Il avait compris que contre cette machine infernale — quels que soient les avantages partiels et temporaires que l'humanité puisse par ailleurs en retirer — les salariés et semi-salariés allaient se dresser en masses compactes. C'est de cette lutte de classe du Travail salarié contre le Capital que devait surgir le potentiel nécessaire pour transformer le monde dans le sens de l'émancipation de toutes et de tous...

Il avait compris que cette lutte prendrait d'abord la forme d'une révolte spontanée, sans conscience nette des buts à atteindre et des moyens pour y arriver. Elle passerait ensuite par un gigantesque effort d'organisation, de coopération et d'apprentissage de la solidarité de classe à tous les niveaux. Elle aboutirait finalement à des révolutions conscientes, inspirées par l'expérience vécue, par les nécessités objectives et subjectives ressenties comme telles, et par le programme marxiste lui-même. Au vu de leurs immenses tâches, ces révolutions passeraient inévitablement par des échecs partiels ou même complets. Le prolétariat soumettrait ses propres victoires et échecs à une critique impitoyable. Il reviendrait sans cesse sur ce qui semblait déjà acquis, jusqu'à ce que ce vaste mouvement historique de montée, de déclin et de remontée de la conscience de classe et de la révolution prolétarienne débouche sur la construc-

tion d'une société socialiste à l'échelle mondiale.

De toutes les analyses et projections de Marx, c'est sans doute cette dernière qui est la plus impressionnante. Qu'on se rappelle qu'au moment où parut *Le Manifeste Communiste*, en 1848, il n'y avait pas de par le monde plus de 100 000 syndiqués et 10 000 socialistes avec, tout au plus, quelques centaines de communistes, et ce, dans à peine une demi-douzaine de pays. Aujourd'hui, il n'y a pas un pays au monde, ni la plus petite île du Pacifique ni le coin le plus reculé de la forêt équatoriale où le capitalisme, propulsé par son irrésistible tendance expansionniste, n'ait pu établir une usine, un port, un magasin, embrigadant des salariés ou des salariées, sans que n'y aient surgi des syndicats qui regroupent, à l'échelle mondiale, des centaines de millions d'adhérents, et dont l'essor s'accompagne de la formation de partis se réclamant du socialisme, qui comptent des dizaines de millions de sympathisants et d'électeurs. Les communistes se comptent par centaines de milliers voire par millions, qui se revendiquent de la doctrine de Marx.

#### OU EN EST LA PRATIQUE MARXISTE ?

Quel est, par ailleurs, le bilan du deuxième aspect du marxisme, celui de la pratique ? Il n'est pas moins impressionnant. Mais il est aussi nettement plus contradictoire.

Grâce au stimulant que Karl Marx, Friedrich Engels et leurs disciples leur ont apporté, la lutte et l'organisation ouvrières contre la bourgeoisie ont acquis une lucidité qui leur a déjà permis de transformer partiellement le monde dans un sens émancipateur. Mentionnons parmi les principaux acquis : la lutte pour la limitation de la journée de travail, qui a conduit de la semaine de 72 heures et plus au

combat engagé pour les 35 heures, qui sera gagné ; le combat non moins acharné pour étendre la solidarité collective aux plus exploités et opprimés : les femmes, les jeunes, les chômeurs, les immigrés, les minorités nationales, les malades, les invalides, les vieux. L'effort pour étendre cette même solidarité à l'échelle mondiale est difficile mais non pas irréaliste, comme en témoignent les mouvements de solidarité avec les révolutions cubaine, indochinoise, centro-américaine, qui ont succédé aux mouvements qui ont soutenu les révolutions russe et espagnole. En témoignent aussi les premiers triomphes de révolutions socialistes, surtout inspirées par Lénine, depuis la révolution d'Octobre en Russie jusqu'aux révolutions yougoslave, chinoise, cubaine, indochinoise. Tout cela fait partie de la réalité mondiale, même s'il ne s'agit pas d'acquis définitivement garantis aussi longtemps que subsiste le capitalisme international. On peut déjà affirmer que sans Marx et Engels, le monde d'aujourd'hui aurait été bien différent et bien plus inhumain que ce qu'il est.

Mais le projet émancipateur dans son ensemble n'est encore réalisé nulle part. Les deux grands courants de masse dans lesquels le mouvement ouvrier réel s'est divisé, le courant social-démocrate réformiste et le courant stalinien (le sous-courant eurocommuniste de masse passant graduellement du second au premier) ont tous deux abouti à un échec cuisant.

La social-démocratie n'a pas avancé d'un pouce sur la voie de l'abolition du capitalisme par des réformes. La crise capitaliste actuelle, avec son cortège de chômeurs et de misères, la faim dans le « tiers-monde », la menace d'extermination nucléaire suspendue sur le genre humain, en témoignent suffisamment.

Quant à la bureaucratie stalinienne, si elle a usurpé en URSS les fruits de l'effort révolutionnaire le plus gigantesque qu'un peuple laborieux ait jamais engagé, elle l'a ensuite conduit dans une impasse totale. Les sociétés issues des révolutions victorieuses n'ont pas abouti au socialisme, mais restent gelées à mi-chemin entre le capitalisme et le socialisme. De plus, partout, sauf à Cuba, s'exerce la férule d'une dictature despotique qui bloque toute nouvelle avance vers le socialisme, qui soumet les travailleurs à une oppression incontestable et qui discrédite — dans ces pays et à l'échelle mondiale — le socialisme, le communisme et le marxisme plus qu'aucune propagande bourgeoise n'aurait jamais pu le faire.

Là, et nulle part ailleurs, se trouve la source de la « crise du marxisme » sur laquelle on pérore autant ces derniers temps. Ce n'est pas d'une crise du marxisme dont il s'agit, mais d'une crise de la pratique du mouvement ouvrier bureaucratise, de la crise des sociétés postcapitalistes bureaucratisées. Ces crises sont d'ailleurs accompagnées d'un abandon de plus en plus ouvert de la doctrine marxiste par les dirigeants de ces mouvements, ce qui confirme à sa manière que Marx n'a rien à voir là-dedans.

En appliquant à l'analyse de ces cri-

ses la méthode et les critères marxistes, on aboutit à quatre conclusions.

#### QUATRE CONCLUSIONS

Tout d'abord, il serait tout à fait inapproprié de chercher les sources dernières de ces crises dans les idées de Marx. La plus grande contribution de Marx à la compréhension de l'histoire des sociétés consiste en ceci : en dernière analyse, c'est l'existence sociale qui détermine la conscience, et non l'inverse. Croire que la capitulation de la social-démocratie devant la première guerre impérialiste (1914-1918), puis son aide à la contre-révolution capitaliste ; que les crimes de Staline ; que les capitulations parallèles de la social-démocratie et du stalinisme devant Hitler (1933) et la montée du fascisme, ont été causés par des imperfections dans les textes de Marx, cela frise le ridicule. Les grandes tragédies du XXe siècle ont été le fait du Capital, et non celui de Marx. On ne peut les expliquer qu'en tant que résultantes d'affrontements entre des centaines de millions d'êtres humains, de conflits d'intérêts matériels des grandes classes sociales ou de fractions de classes. Les idées — « bonnes » ou « mauvaises » — jouent certes un rôle dans ce contexte, mais pas le rôle principal.

En second lieu, il est tout aussi inapproprié de chercher les raisons dernières de l'avènement de Staline et de la déviation des révolutions socialistes victo-

rieuses dans l'âme slave, la conquête mongole ou dans le vicieux petit sadique assoiffé de pouvoir qui sommeillerait en chacun de nous et qui ne demanderait que des circonstances propices pour s'éveiller brutalement. Le secret du triomphe, comme celui de la dégénérescence de la révolution russe se trouve, en dernière analyse, dans la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution mondiale — la crise mondiale du capitalisme depuis 1914 — d'une part, et l'immaturité des conditions objectives pour le socialisme en Russie et en Chine, ainsi que l'immaturité des conditions subjectives pour la victoire révolutionnaire à l'échelle mondiale d'autre part. Cela a donné, pendant une longue période, un cours inégal au processus de la révolution mondiale, dont les conséquences négatives sont loin d'être éliminées.

Ensuite, le marxisme confirme sa vitalité de la manière la plus éclatante dans le fait qu'il a pu forger les instruments analytiques les plus affinés pour expliquer ce qui s'est passé avec la social-démocratie et le stalinisme. Plus précisément, c'est la critique marxiste de la bureaucratie ouvrière, de la dictature bureaucratique et de la société de transition bureaucratique qui est à la fois la plus scientifique, la plus complète et la plus orientée vers des débouchés historiques réels. A la grande surprise et à la non moins grande fureur de toute la réaction mondiale — du Kremlin à Washington, en passant par le Vatican et les « dissidents » réactionnaires —,

une partie croissante de cette critique marxiste de la société nous parvient d'ailleurs des pays de l'Est eux-mêmes. Ce réveil historique plein de promesses ne fait que commencer.

Finalement, un mouvement de masse réel est déclenché depuis trente ans pour surmonter dans les faits la crise du « marxisme » stalinien (qui n'a rien de commun avec le marxisme) ou du « socialisme réel » (qui n'a rien de commun avec le socialisme). Ce mouvement, que nous appelons celui de la révolution politique antibureaucratique — et dont la montée révolutionnaire en Pologne en 1980-1981 est jusqu'ici le point culminant —, Léon Trotsky et la IVe Internationale garderont à tout jamais le mérite historique de l'avoir prévu et préparé. Sa victoire n'impliquera en aucune manière une restauration capitaliste. Elle signifiera, après d'inévitables tâtonnements, le triomphe de l'autogestion planifiée et démocratiquement centralisée, de l'économie, c'est-à-dire le régime des « producteurs associés », pour reprendre la formule de Marx lui-même. Elle signifiera, dans le domaine de l'Etat, l'auto-administration des travailleurs sur la base de la démocratie socialiste pluraliste la plus large, c'est-à-dire le pouvoir des conseils de travailleurs, le pouvoir des soviets, avec un début immédiat de déperissement de l'Etat. Ce seront les conseils qui gouverneront, le parti révolutionnaire indispensable à leur triomphe se contentant de chercher à les guider politiquement, sans jamais se substituer à eux.

Le mouvement réel d'émancipation des prolétaires des pays capitalistes s'engage périodiquement dans la même voie, avec d'inévitables hauts et bas — depuis la Russie de 1917, l'Allemagne de 1918, la Hongrie de 1919 et l'Italie de 1920, jusqu'à l'Espagne de 1936, l'Italie encore, de 1948 et de 1969, la France de Mai 1968 et le Portugal de 1974-1975. La lutte d'émancipation des peuples dominés reprend petit à petit la même orientation, sous le poids d'une industrialisation partielle et de l'émergence du prolétariat comme classe majoritaire dans ces pays.

C'est donc dans les trois secteurs de la révolution mondiale qu'à travers un douloureux enfantement, l'histoire se fraye un chemin vers la seule solution positive à la crise de l'humanité : le pouvoir des conseils de travailleurs, la Fédération socialiste mondiale, dans laquelle les hommes et femmes de notre planète prendront définitivement leur propre sort en mains, banniront à tout jamais la guerre et mettront fin à l'exploitation du Travail et à l'oppression politique.

C'est à cela qu'œuvre la IVe Internationale. C'est à cette fin que Karl Marx a produit son œuvre de titan. Lorsque ce mouvement historique connaîtra sa première victoire dans un pays industriellement avancé, les bavardages sur la « crise du marxisme » cesseront une fois pour toutes. ■

Ernest MANDEL  
Bruxelles, 14 mars 1983.



Engels, Karl Marx et ses filles. (DR)

# La défaite du SPD , un revers pour les travailleurs

Déclaration du Groupe Internationale Marxisten  
section allemande de la IVe Internationale

**L**A rupture de l'alliance gouvernementale, dirigée par Helmut Schmidt, du Parti social-démocrate (SPD) et du Parti libéral-démocratique (FDP), intervenue à la mi-septembre dernière, puis la constitution d'un nouveau gouvernement de coalition entre ce même FDP et la principale formation bourgeoise, l'Union chrétienne-démocrate/Union chrétienne-sociale (CDU/CSU) en octobre 1982, sous la houlette de Helmut Kohl, ont mis fin à treize années de participation gouvernementale majoritaire de la social-démocratie allemande. Que ce retournement d'alliance ait eu lieu autour de la question de la politique économique, et plus précisément autour des divergences concernant les propositions d'austérité avancées par le ministre de l'Économie du gouvernement Schmidt, le comte Otto von Lambsdorff, est donc significatif de l'enjeu véritable que revêtaient dès lors les élections parlementaires du 6 mars dernier.

Certes, la situation des travailleurs s'était considérablement dégradée ces dernières années, du fait de la politique social-démocrate face à la crise économique. En 1980, le nombre des faillites d'entreprises et des chômeurs — 10,2 % de la population active, soit 2,5 millions de chômeurs en janvier 1983 — grimpait en flèche. Depuis lors, les revenus réels des travailleurs n'avaient d'ailleurs cessé de décroître. Les budgets de 1981 et 1982 témoignaient déjà d'un abandon partiel des mécanismes de protection sociale chers à la théorie du « capitalisme social » des sociaux-démocrates. Mais en ce domaine, le programme politique des formations composant le nouveau gouvernement (FDP-CDU/CSU) est sans fard. Le ministre du Travail du chancelier Helmut Kohl, après avoir décidé un ralentissement de la hausse des prestations sociales, a récemment justifié sa proposition de pause de six mois dans la progression des salaires en déclarant : « *Ce qui est demandé aux bénéficiaires de prestations sociales doit l'être à tout le monde.* » (*Le Monde diplomatique*, mars 1983).

Le fait que l'alliance CDU/CSU-FDP ait obtenu, le 6 mars, une majorité absolue des suffrages constitue donc une nette défaite pour les travailleurs. A elle seule, la CDU/CSU a d'ailleurs frisé la majorité absolue des votes, en obtenant 48,8 % des voix, soit une progression de 4,3 % par rapport aux législatives de 1980. Le FDP réussit à dépasser la barre des 5 % lui

assurant une représentation parlementaire, même s'il passe de 10,6 à 6,9 % des suffrages entre 1980 et mars 1983. Enfin, les « Verts », le courant écologiste, assurent leur entrée au Parlement fédéral avec un score de 5,6 % des suffrages, et parviennent à de bons résultats dans certains centres urbains. Quant au SPD, il perd 4,7 % des suffrages entre les deux consultations électorales, et l'on estime à près de deux millions le nombre de ses électeurs ayant voté, cette fois-ci, pour les formations bourgeoises. (Cf. encart page suivante.)

La défaite électorale du SPD est donc lourde de conséquences pour les travailleurs. D'abord parce qu'elle renforce la campagne d'austérité menée par la CDU/CSU et ses alliés du FDP. Mais aussi parce qu'elle renforce le camp impérialiste tout entier, et notamment parce qu'elle vient à propos soutenir la politique de militarisation à outrance de l'impérialisme américain. La meilleure preuve en est qu'immédiatement après le résultat des élections allemandes du 6 mars, le président Ronald Reagan a prononcé un discours très violent contre l'Union soviétique et la révolution centro-américaine. Certes, le SPD avait soutenu en 1979 la proposition de l'OTAN qui prévoyait l'installation de fusées nucléaires américaines sur le sol allemand, et il ne s'y était pas opposé depuis lors. Mais il pouvait se trouver confronté — et c'est d'ailleurs ce qui est arrivé — à la forte pression du mouvement pacifiste, dont l'activité a conduit à d'imposantes manifestations ces dernières années. Par contre, l'alliance actuellement au gouvernement à Bonn n'a jamais caché son soutien à la fameuse « option zéro » de Ronald Reagan. Celui-ci trouve donc en Allemagne, au moment même où il accentue ses pressions militaires en Amérique centrale ainsi que sa course aux armements, un interlocuteur particulièrement compréhensif, installé pour une législature entière.

C'est donc à juste titre que la déclaration de nos camarades du Groupe Internationale Marxisten (GIM, section allemande de la IVe Internationale), publiée dans le numéro du 10 mars de leur organe *Was Tun*, et dont nous publions des extraits ci-après, remarque à ce propos « *qu'un triangle de fer peut maintenant être forgé entre les gouvernements de Ronald Reagan, de Margaret Thatcher et d'Helmut Kohl. Le programme commun à ces trois gouvernements est l'austérité, le chômage et les pressions militaires sur l'Union soviétique.* » ■

## GRUPPE INTERNATIONALE MARXISTEN (GIM)

Cette victoire de la droite marque donc « un tournant réel à Bonn. Une période de 13 années de gouvernements sociaux-démocrates successifs, auxquelles s'ajoutent un peu plus de trois ans de gouvernements antérieurs à participation social-démocrate a désormais pris fin. Le gouvernement bourgeois de coalition, qui est entré en fonction en octobre 1982, aura donc les coudées franches pour une période de quatre années », note la déclaration du GIM.

Cependant, la victoire électorale bourgeoise ne signifie pas pour autant un retour à une ère de stabilité capitaliste analogue à celle qui a marqué les années 1950. Aujourd'hui, « la majorité sans appel du bloc bourgeois ne peut pas être

comparée avec les succès apparemment similaires obtenus dans les années 1950 et 1960. A cette époque, les partis bourgeois symbolisaient le boom économique. La croissance de l'économie assurait à tous un niveau de vie plus élevé, une diminution du temps de travail, et des congés plus longs (1) ... Les années 1980 sont une période bien différente. Elles amènent le déclin du niveau de vie, le chômage grandissant, l'augmentation des cadences de travail et les restrictions des crédits sociaux. Les salariés ont déjà pu s'en rendre compte. Ils savaient que les politiciens chrétiens-démocrates et libéraux étaient favorables à une politique ouvertement pro-patronale dans la crise et à des restrictions pour les masses. Cela té-

moigne donc du tournant intervenu et constitue une claire indication de la défaite subie par les travailleurs. »

Les élections du 6 mars dernier ont aussi marqué la faillite complète de la politique de « capitalisme social » des sociaux-démocrates. Le fameux « *Modell Deutschland* » (le « modèle allemand ») a donc subi un coup significatif. Les propositions électorales de Hans Jochen Vogel,

1. Voir *Inprecor* numéro 135 du 25 octobre 1982 : « La fin d'une "petite coalition" gouvernementale qui dura treize ans », par Winfried Wolf.

## EVOLUTION DES RESULTATS ELECTORAUX ENTRE 1980 ET 1983

5 octobre 1980 6 mars 1983

CDU/CSU	44,5 %	48,8 %
FDP	10,6 %	6,9 %
SPD	42,9 %	38,2 %
« Verts »	1,5 %	5,6 %

le candidat social-démocrate, de « pacte de solidarité nationale » contre le chômage, n'ont pas fait recette. Et c'est un peu désabusé que Willy Brandt, le président du SPD, reconnaissait que « les électeurs croient que le chancelier Kohl est le plus capable de faire diminuer le chômage qui frappe deux millions et demi d'Allemands de l'Ouest ». Car, si lors des élections parlementaires de 1980, un sondage d'opinion avait indiqué que 58 % des électeurs considéraient le chômage comme le problème essentiel, une enquête identique réalisée en février 1983 montrait que ce chiffre concernait 88 % des personnes interrogées. Une majorité s'opposait aussi au stationnement des missiles nucléaires sur le sol allemand. Mais le résultat des élections du 6 mars montre que c'est surtout l'inquiétude immédiate face à la montée du chômage qui a le plus déterminé le vote des électeurs.

A cet égard, la déclaration du GIM précise : « Geissler, le principal idéologue des chrétiens-démocrates a prétendu : "Nous avons gagné le soutien des travailleurs" ... En fait, les chrétiens-démocrates ont réalisé leurs meilleurs scores dans les anciens bastions du SPD. Dans l'Etat (Land) de Rhénanie-Westphalie, où le SPD détenait la majorité absolue, la CDU est devenue maintenant le premier parti. On estime à environ deux millions le nombre de suffrages qui sont passés du SPD à la CDU, alors qu'en revanche le SPD n'a pas mordu sur l'électorat chrétien-démocrate.

« Le soir des élections, Glotz (un député du SPD) a déclaré : "Les chrétiens-démocrates ont gagné grâce à leurs discours sur la reprise économique." L'une des rares vérités prononcées par le SPD durant cette soirée. Encore que cela n'était qu'une demie vérité. En fait, la question principale qui domina ces élections a été le chômage massif et non pas les missiles. Les 19 millions de personnes qui ont voté pour les chrétiens-démocrates, y compris une majorité de salariés, voulaient voter pour une reprise de l'économie.

« Les chrétiens-démocrates avaient effectivement bien dit qu'une reprise n'était possible que sous un gouvernement dirigé par Helmut Kohl. Cette démagogie était renforcée par les menaces de grève des investissements de la part du patronat, certains patrons n'ayant pas hésité à adresser à leurs employés des lettres personnelles leur enjoignant de voter

pour les chrétiens-démocrates, sous peine de voir les licenciements augmenter massivement. Cette campagne, cependant, n'a pu être couronnée de succès que parce que le SPD n'offrait aucune alternative. Il promettait, lui aussi, "des sacrifices" aux salariés et une austérité "moins draconienne".

« Avec une telle orientation politique, le SPD a sapé ses positions électorales là où il aurait dû les renforcer. Il a été battu sur la question où, justement, il avait traditionnellement eu l'avantage sur les chrétiens-démocrates. (...) Peu avant les élections, les sondages indiquaient que 57 % des personnes interrogées avaient plus confiance dans la CDU que dans le SPD pour enrayer le chômage. Comme chacun d'entre eux prétendait qu'une politique d'austérité était nécessaire, alors autant qu'elle soit "de droite", afin de préparer ainsi la route pour la reprise économique. Si le capitalisme est le seul système possible, autant voter pour le parti qui a toute la confiance des capitalistes et non pas pour celui que les patrons menacent d'une grève permanente des investissements. »

### LE RÉSULTAT DES « VERTS »

Le résultat le plus remarquable de ces élections aura donc été celui des écologistes, les « Verts », qui parviennent, avec 2,2 millions d'électeurs et 5,6 % des suffrages, à obtenir une représentation parlementaire de 27 députés au Bundestag (Parlement). Les « Verts » ont en effet réussi des scores intéressants parmi l'électorat du SPD. Ainsi, ils ont obtenu plus de 10 % des suffrages dans quatre secteurs, dont deux dans des circonscriptions urbaines, à Hambourg et à Brême. Ils ont obtenu entre 4 et 5 % dans la région industrielle de la Ruhr. Le soir des élections, la dirigeante des « Verts », Petra Kelly (citée par la déclaration du GIM), déclarait : « Nous envisageons d'utiliser des méthodes extra-parlementaires. Le seul côté positif de cette élection est que, pour la première fois dans l'histoire de l'Allemagne de l'Ouest, à l'exception de la période de l'immédiat après-guerre, un groupe à la gauche du SPD sera représenté au Parlement, un groupe qui dit clairement qu'il utilisera ses positions parlementaires pour promouvoir des mobilisations de masse, tout spécialement contre le stationnement des missiles. »

Néanmoins, le « vote vert » a été plus faible que prévu, parce que la direction de ce courant a refusé d'essayer de construire un bloc de gauche élargi, ou de soutenir ouvertement un gouvernement SPD contre la droite. Plus fondamentalement, note la déclaration du GIM, « la faiblesse flagrante des "Verts" est exactement la même que celle du SPD, à savoir la question du chômage. Soit les "Verts" n'ont rien dit à ce sujet, soit ils ne sont jamais allés plus loin que les abstractions. De plus, le résultat électoral constitue un coup dur pour un secteur de la gauche qui a entièrement misé sur la franchise-

ment de la barre des 5 % par les "Verts". Ce but a été atteint. Mais la question décisive reste qu'il n'y a pas eu de majorité pour un gouvernement SPD. »

### RESPECTER LE VERDICT ÉLECTORAL ?

Le GIM a dénoncé les déclarations faites par les dirigeants du SPD selon lesquelles les électeurs avaient formulé leur verdict, et qu'il devait dès lors être respecté. Au contraire, il affirme : « Les électeurs n'ont pas pu décider sur les principaux problèmes auxquels ils ont à faire face dans leur vie de tous les jours. Le tournant survenu à Bonn ne doit pas être respecté, il doit être combattu. Ce qu'il faut, ce n'est pas une "opposition constructive", comme le dit Vogel (le dirigeant du SPD) mais, au contraire, une résistance impitoyable et ferme contre Kohl et les capitalistes, dans les usines, les bureaux, dans la rue, devant les bases de l'OTAN. 66 % de la population est opposée aux missiles américains. Plus de la moitié est en faveur d'une Allemagne de l'Ouest neutre. Une majorité écrasante de la population voit la lutte contre le chômage comme la question primordiale. Mais ce gouvernement ne fera rien contre le chômage. Le marché des actions était, bien sûr, à la hausse le 7 mars. Mais les nouveaux investissements ne serviront qu'à financer une rationalisation qui va encore éliminer des emplois.

« Dans un délai d'un an, il faut prévoir un chiffre de 3 millions de sans-emploi. Dans les 6 mois à venir, de nouveaux missiles américains seront installés, ce que la majorité de la population ne veut pas. Le gouvernement n'a été élu que parce qu'il n'y avait pas d'alternative socialiste ... et parce que les "Verts" n'offraient qu'un programme limité. »

Et la déclaration du GIM de conclure : « Le 6 mars constitue une défaite pour les travailleurs et la gauche ... Nous ne pouvons pas sous-estimer les effets de cette défaite sur le rapport de force social. Le bloc bourgeois est bien décidé à infliger de sérieux coups au mouvement ouvrier et au mouvement pour la paix. Le stationnement des missiles, à la fin de cette année, et les négociations pour les contrats salariaux, qui comprennent la revendication pour la semaine de 35 heures, pourraient bien être des luttes phares. Mais il serait erroné de ne mettre l'accent que sur trois questions "importantes". Les offensives de la droite cherchent toujours les points faibles. Ainsi, leurs premières cibles pourraient bien être les travailleurs étrangers et le droit à l'avortement.

« Toutes ces batailles sont devant nous. (...) Les sociaux-démocrates, les "Verts" et les révolutionnaires doivent donc lutter ensemble contre les missiles, le chômage et la restriction des budgets sociaux. »

Extraits de « WAS TUN »,  
organe du GIM, section allemande de la  
IVe INTERNATIONALE,  
10 mars 1983.

# Une défaite électorale qui va aiguïser la lutte au sein du Labour Party

**L**E 25 février dernier, lors de l'élection législative partielle de Bermondsey, quartier ouvrier de Londres, le Parti travailliste (Labour Party) a subi une de ses défaites électorales les plus cuisantes de l'histoire de l'après-guerre. Dans ce bastion travailliste depuis 1924, on a en effet assisté à un déplacement massif de 44 % de voix au profit de l'Alliance, coalition du Parti libéral et du Parti social-démocrate (SDP). Le Parti travailliste a été battu, par 17 000 voix contre 7 500. Ce résultat a donné lieu à d'intenses spéculations, selon lesquelles la démission de Michael Foot, le dirigeant du Parti travailliste, était imminente. Si les travaillistes venaient à perdre les prochaines élections partielles de Darlington, ville industrielle du nord de la Grande-Bretagne, la démission de Michael Foot serait alors très probable.

Paul LAWSON

A première vue, la manœuvre de Bob Mellish semble avoir brillamment réussi, et ce, même si le candidat qu'il soutenait avec sa clique a aussi subi une défaite cinglante. De fait, l'élection partielle de Bermondsey n'a donc pas été un simple test de la popularité de la gauche travailliste, car Peter Tatchell, le candidat officiel du Parti travailliste a dû faire face à un front de toutes les forces politiques nationales, d'accord entre elles pour assurer sa défaite. L'aile droite du Parti travailliste elle-même s'est trouvée en tête de cette campagne. Les manigances visant à provoquer la défaite de Tatchell étaient en effet un élément de la campagne générale pour obtenir la révocation de Michael Foot, le leader actuel du Parti travailliste et son remplacement par Denis Healey, leader de l'aile la plus droitiste du Parti.

## L'OFFENSIVE DE LA DROITE TRAVAILLISTE

Depuis 1980, le Parti travailliste a été l'objet d'une des plus violentes offensives de la droite qu'ait connu n'importe quel parti du mouvement ouvrier européen. Cette offensive a déjà conduit à une scission d'une partie de son aile droite, qui a fondé, en 1981, le Parti social-démocrate, dirigé par Roy Jenkins (1). Le SDP a maintenant formé un front électoral avec les libéraux, dénommé l'Alliance.

Les onze années d'expérience de gouvernement de l'aile droite travailliste (de 1964 à 1970 et de 1974 à 1979) ont fait naître chez les militants de base une profonde hostilité envers les leaders parlementaires travaillistes. Au congrès du Parti de 1980, cette hostilité — concernant plus particulièrement le fait que les posi-

tions politiques de l'aile gauche, adoptées majoritairement par les congrès du Parti, aient été systématiquement ignorées par les instances exécutives —, s'est manifestée ouvertement par l'adoption d'une série de réformes démocratiques dans le



fonctionnement du Parti (2). Celles-ci ont donné plus de poids aux militants locaux pour qu'ils puissent s'exprimer sur le choix du dirigeant national et des candidats du Parti aux élections législatives. Ces réformes démocratiques ont été suivies par une série de victoires de l'aile gauche, qui a notamment fait adopter par le Parti la revendication de la semaine de 35 heures sans diminution de salaire, et a obtenu en 1982 une majorité des deux-tiers en faveur du désarmement nucléaire unilatéral. L'avance de la gauche à l'intérieur du Parti a renforcé l'action engagée en 1981 par le leader de l'aile gauche, Tony Benn, pour être élu chef du groupe parlementaire (*deputy leader*). Elle a largement porté ses fruits au sein des syndicats, bien que leurs dirigeants soient en général des remparts de l'aile droite.

Bien que Benn n'ait finalement pas été élu à cause des votes bloqués des dirigeants syndicaux et des députés de l'aile droite du Parti, il faut cependant noter que 80 % des organisations locales du Parti avaient voté pour lui. Sa défaite, à 0,5 %

L'élection partielle de Bermondsey, à la Chambre des Communes, a été précipitée par la démission du député travailliste en place, Bob Mellish. Cet ancien président du groupe parlementaire travailliste, tenant de l'aile droite du Parti, entendait protester ainsi contre la décision des instances locales du Labour Party de ne plus le présenter comme candidat aux futures consultations, et de le remplacer par Peter Tatchell, partisan de l'aile gauche du Parti. L'élection du 25 février a donc marqué une tentative délibérée de la part de Bob Mellish et de sa clique droitiste locale de faire la preuve de l'impopularité de la nouvelle gauche travailliste regroupée autour de Tony Benn.

près, a constitué un tournant décisif et un coup d'arrêt à la progression de l'aile gauche.

Le déplacement à gauche au sein du Parti avait donné lieu, dès 1981, à une contre-offensive massive de l'aile droite, dont la bureaucratie syndicale de droite et la fraction de Denis Healey au Parlement étaient, et sont toujours, les fers de lance. Cette contre-offensive a été marquée par la prise de majorité, au sein du Comité exécutif national (NEC) du Parti, auparavant détenue par la gauche. Ce nouveau pouvoir a été utilisé pour entamer une chasse aux sorcières contre la gauche, par le biais d'une tactique de harcèlement bien connue. Adoptant la tactique dite « du salami », l'aile droite a tout d'abord dirigé ses coups contre la tendance d'extrême gauche du *Militant* au sein du Parti, qu'elle qualifie de tendance « trotskyste » (3). A la veille de l'élection partielle de Bermondsey, le NEC a exclu du Parti cinq membres du comité de rédaction du *Militant*, y compris son fondateur et dirigeant, Ted Grant, et surtout son porte-parole public, Peter Taffe. L'exclusion du

1. Le Parti social-démocrate (SDP) a été fondé le 26 mars 1981 par quatre anciens dirigeants du Labour Party, William Rodgers, Shirley Williams, David Owen et Roy Jenkins, connus également sous le sobriquet de la « Bande des Quatre ».

2. Cf. l'article de Steve Potter, « Le déplacement à gauche du Parti travailliste », dans *Inprecor*, numéro 100 du 27 avril 1981.

3. La tendance *Militant* au sein du Parti travailliste s'était rapprochée de la IVe Internationale à la fin des années 1950. Elle a participé à la réunification de 1963 et s'est désaffiliée en 1965. Son extrême propagandisme — et notamment la réduction de tous les problèmes politiques à la proposition de « nationalisation des 200 gros monopoles » — forme une des caractéristiques principales de cette tendance politique centriste. Elle est supposée avoir 2 000 à 3 000 partisans, organisés dans le Parti travailliste.

comité de rédaction du *Militant* apparaît comme le prélude à une chasse aux sorcières plus vaste à l'encontre de toute la gauche regroupée autour de Tony Benn.

1982 a marqué un virage important dans la situation politique en Grande-Bretagne. La guerre menée par Margaret Thatcher aux îles Malouines, contre l'Argentine, a fait naître une vague démesurée de chauvinisme, que Michael Foot n'a rien fait pour combattre, et qu'il a même soutenue (4). Il en a résulté un brusque renversement de tendance : le Parti conservateur a bénéficié du soutien de l'opinion publique au détriment du Parti travailliste et de l'Alliance (SDP-libéraux), dont la cote remontait jusqu'alors dans les sondages. Malgré trois millions et demi de chômeurs, malgré la crise économique, ce renversement de tendance s'est trouvé confirmé. Si des élections avaient lieu aujourd'hui — la législature n'arrive à son terme qu'en mai 1984 — elles se solderaient par une victoire écrasante des Conservateurs de Margaret Thatcher, ce qui a créé la panique au sein de la direction travailliste. Par exemple, selon les sondages d'opinion, Michael Foot est le leader le plus impopulaire depuis fort longtemps. En cherchant à réconcilier la droite et la gauche au sein du Parti travailliste, il a rendu clairement visible l'indétermination de son projet politique dans le Parti.

Le déclin du soutien au Parti travailliste a formé l'arrière-plan de l'élection partielle de Bermondsey. La candidature de Peter Tatchell a fait l'objet d'une intense controverse au sein du Parti, jusqu'à ce que Michael Foot s'y oppose, en 1981, et promette qu'il « ne serait jamais le candidat des travaillistes ». Mais, face à l'intransigeance de l'organisation locale de Bermondsey, Michael Foot a fini par céder. Cependant, pendant les quinze mois qui ont précédé les élections, la presse bourgeoise à sensation a présenté Peter Tatchell comme « Peter le Rouge » et a mené une campagne de diffamation, expliquant qu'il était homosexuel et qu'avant de venir en Grande-Bretagne, alors qu'il vivait en Australie, il avait refusé de se battre dans l'armée australienne engagée au Vietnam. « Pédé » et « planqué » n'ont pas été les moindres qualificatifs qui lui ont été appliqués.

Le lancement de la campagne électorale a été marqué par un acte de sabotage insensé de la part de la bureaucratie travailliste. Les tracts de la campagne de Peter Tatchell ont été confisqués et sa conférence de presse annulée sous prétexte qu'ils avaient été imprimés par la presse de la tendance du *Militant*. Personne cependant n'a rien trouvé à redire quant au contenu des tracts. Cela a seulement alimenté les spéculations dans la presse, selon lesquelles Tatchell était un partisan du *Militant*, ce qui, par ailleurs, est loin d'être vrai. Il se situe en fait à la droite de Tony Benn.

A cela s'est ajoutée l'exclusion des dirigeants du *Militant* à la veille des élections, ce qui a renforcé l'image des travaillistes comme étant divisés et hésitants. Peter Tatchell a été confronté à quinze autres candidats — fait inédit —,

dont un candidat de la clique de Bob Mellish (« Les véritables travaillistes de Bermondsey »), et les candidats de l'Alliance (libéraux-SDP), des Conservateurs, du Front national (fasciste), du Parti communiste et du Parti communiste révolutionnaire (ultra-gauchiste). Tous, à l'exception du Parti communiste, ont concentré leur feu sur Tatchell. Au début de la campagne, les électeurs ouvriers de l'aile droite du Parti travailliste soutenaient souvent le candidat des Véritables travaillistes de Bermondsey, O'Grady, jusqu'à ce qu'un sondage d'opinion, publié une semaine avant le vote, indique que seul le candidat de l'Alliance avait une chance de battre Tatchell. Ceci a provoqué un vote tactique assez massif, et une grande partie des Conservateurs traditionnels se sont mobilisés derrière l'Alliance, pour « écartier Tatchell ».



Peter Tatchell, le candidat du Labour Party à Bermondsey. (DR)

Tout au long de cette campagne, la presse quotidienne a mené une des plus extraordinaires campagnes de ces dernières années. Le quotidien londonien du soir, *The Standard*, consacrait pratiquement chaque jour sa première page à des attaques contre Peter Tatchell. La presse britannique à sensation, de triste notoriété (elle ne peut rivaliser qu'avec les publications les plus sordides du groupe de presse Springer en Allemagne) le dénigrait et l'injurait à longueur de pages. Dans la Grande-Bretagne d'après-guerre, aucun candidat n'avait jamais eu à faire face à une telle campagne.

Aux tous derniers moments de la campagne électorale, Michael Foot a changé d'attitude pour soutenir Peter Tatchell, qu'il avait attaqué quelques mois auparavant devant le Parlement. Ce faisant, il mettait fin à ce qui lui restait de crédibilité au sein du Parti. Le résultat final de cette consultation fut un échec cinglant.

En dépit de la grande mobilisation des militants travaillistes pour cette campagne, la tactique de Peter Tatchell a suscité de gros problèmes. Face au dé-

chaînement hystérique de la presse bourgeoise, il a choisi de mettre les questions politiques en sourdine et a engagé sa campagne sur le thème de la fidélité de classe, mais en limitant ses objectifs aux travailleurs locaux et à leurs intérêts immédiats. Il est cependant incontestable que même la campagne la plus exemplaire se serait soldée par un échec face à l'extraordinaire mobilisation de la bourgeoisie contre Tatchell.

Il s'agit-là d'une défaite amère pour l'aile gauche du Labour Party, ce qui semble réfuter le fait que les positions politiques de la gauche aient un soutien de masse. John Golding, leader de l'aile droite et champion de la chasse aux sorcières (il est surnommé le « Jaruzelski du Labour Party » par la gauche) a immédiatement déclaré « que ce n'est pas le véritable Parti travailliste qui a perdu à Bermondsey ».

Les efforts de la droite travailliste vont maintenant redoubler pour révoquer Michael Foot et le remplacer par Denis Healey avant les élections générales, qui auront vraisemblablement lieu en juin ou en octobre de cette année. Pour l'Alliance SDP-libéraux, le résultat de Bermondsey est une victoire importante... Le premier siège gagné sur les travaillistes. Cependant, il s'agit là d'un résultat dû à des circonstances particulières, peu susceptibles de se multiplier dans les conditions très différentes qui seront celles des élections générales.

Cependant, le remplacement éventuel de Michael Foot ne résoudra en rien la crise du Parti travailliste. La gauche du Parti, ce sont aussi des dizaines de milliers de militants, consternés par la trahison dont Tatchell a été victime de la part de son propre Parti, et amèrement hostiles à Healey.

En dépit de ses succès politiques, Margaret Thatcher n'a pas réussi à défaire un seul secteur important de la classe ouvrière britannique en lutte. Aujourd'hui, elle cherche à éviter toute confrontation, avant d'être, comme elle l'espère, reconduite dans ses fonctions. Cependant, la crise s'approfondissant toujours plus, de telles confrontations surgiront inévitablement. Si la recomposition des forces politiques passe tout d'abord par une crise au sein du Parti travailliste, celle-ci se conjuguera inmanquablement avec des luttes sociales plus larges au fur et à mesure de son approfondissement.

La gauche travailliste britannique, contrairement à la situation que connaît la plupart des partis sociaux-démocrates européens, est forte de plusieurs milliers de militants qui sont déjà parvenus à des conclusions révolutionnaires. Leur longue expérience des travaillistes au pouvoir les a affermis dans leur résolution. On ne leur fera pas facilement échec. ■

Paul LAWSON  
Londres, 1er mars 1983.

4. Seule une petite minorité des membres du Labour Party, dont Tony Benn, s'est opposée à la guerre des Malouines.

# Austérité et missiles : une année cruciale pour les travailleurs

Le gouvernement de droite  
installé depuis novembre 1982 multiplie les mesures anti-ouvrières

**D**ÉPUIS le mois de novembre 1982, les Pays-Bas ont un gouvernement de droite. Présidée par le millionnaire Ruud Lubbers, la coalition entre les libéraux conservateurs du Partij voor Vrijheid en Democratie (VVD, Parti pour la paix et la démocratie) et les chrétiens-démocrates du Christen Demokraties Appel (CDA) a lancé une offensive tous azimuts contre la classe ouvrière.

Le gouvernement est assuré d'une nette majorité au Parlement. C'est le résultat de la victoire des partis de droite lors des élections de septembre 1982, qui ont eu lieu après le renversement de la coalition au pouvoir formée du CDA, du PvdA (Parti du travail, formation social-démocrate dirigée par Joop den Uyl) et des Démocrates-1966 (D-1966, « libéraux de gau-

che »). Ce gouvernement est tombé à la suite du déclin électoral social-démocrate aux élections régionales. Le PvdA avait perdu tellement de suffrages qu'il fut contraint de mettre fin à sa collaboration avec les chrétiens-démocrates qui exigeaient des mesures d'austérité de plus en plus drastiques. Dans le cas contraire il risquait, en effet, de perdre des secteurs encore plus importants de sa base.

Le PvdA prit donc ses distances d'avec les appels chrétiens-démocrates à une austérité renforcée. Le D-66 se rangea du côté du CDA et en paya le prix lors des élections de septembre 1982. Il perdit en effet 11 de ses 17 sièges au Parlement.

Robert WENT

Le gouvernement actuel n'est pas en place depuis très longtemps et pourtant il est déjà absolument évident que les partis bourgeois sont en train de préparer une nouvelle escalade dans les réductions des dépenses sociales, et envisagent les mesures les plus sévères.

## LES NOUVELLES MESURES D'AUSTÉRITÉ

Le gouvernement s'efforce de se débarrasser de l'indexation automatique des salaires sur le coût de la vie. Il a supprimé les allocations de chômage pour les jeunes de 16 et 17 ans, à partir de janvier de cette année, et les salaires des jeunes travailleurs ont encore baissé.

A partir du 1er février 1983, tout le monde doit payer 2,5 florins (environ 1,25 dollars US) pour tout achat de médicaments, alors que jusqu'à présent ils étaient gratuits pour les revenus inférieurs à un certain seuil. La réduction des dépenses sociales atteindra cette année 7 milliards de florins (17,5 milliards de francs français - FF) à condition que la classe ouvrière accepte une réduction de 2 % des salaires, sinon, la réduction pourra atteindre jusqu'à 10 milliards de florins (25 milliards de FF).

Les entreprises menacées de fermeture ou de chômage massif n'auront, en principe, aucune aide de l'Etat, à moins qu'elles ne se débarrassent de leurs secteurs non rentables. Mais d'abord, les travailleurs de ces entreprises devront accepter de payer le prix de cette aide éventuelle, c'est-à-dire qu'ils devront renoncer à l'augmentation de leur niveau de vie, aux congés payés, et accepter des réductions de salaire.

Le gouvernement précédent avait un

plan social-démocrate « pour l'emploi » qui était censé procurer du travail à 25 000 personnes. Evidemment, c'était bien trop peu. Mais le gouvernement actuel a adopté un mémorandum sur l'emploi, qui ne prévoit pas la création d'un seul poste de travail, mais garantit aux patrons 6 milliards de florins de subventions et enfreint de nombreux droits légaux des travailleurs.

Le gouvernement s'attend à ce qu'il y ait, en 1984, un million de chômeurs aux Pays-Bas, et un million et demi en 1986. De plus, il étudie la possibilité de rendre au secteur privé plusieurs entreprises étatiques. Les tarifs des transports publics vont augmenter de 10 % cette année. En ce qui concerne la question des missiles Cruise, il veut en installer 48 d'ici 1986 (conformément aux plans de l'OTAN), mais face à la puissance du mouvement pour la paix, il n'ose pas le dire et lie le déploiement des missiles à l'issue des prétendues négociations de paix qui se déroulent à Genève.

Il ressort clairement de toutes ces mesures que le gouvernement Lubbers veut faire de la Hollande le paradis des patrons. Ceux-ci sont, à l'évidence, ravis de la chose et ils maintiennent la pression sur le gouvernement en exigeant toutes les semaines de nouvelles « concessions ». Le patronat exige en particulier un assouplissement des lois sur la protection de l'environnement, une plus grande liberté pour licencier, un contrôle accru sur l'éducation et l'apprentissage des jeunes, qui devraient être astreints à une année d'apprentissage en usine sans salaire. Il exige également des réductions encore plus grandes dans les dépenses sociales.

Si nous examinons les réactions au sein de la classe ouvrière à cette montée de l'offensive, nous devons distinguer

entre les directions syndicales et le PvdA d'un côté, et les larges secteurs des travailleurs, des femmes, des jeunes de l'autre. Quelques luttes clés qui se sont produites dans les premiers mois du gouvernement Lubbers le mettent en évidence.

Dans les deux premiers mois du gouvernement de droite, il y a eu des grèves dans les chemins de fer (pour la première fois depuis 1944), dans l'enseignement (une semaine de grève pour la première fois dans l'histoire de cette profession) et dans le secteur public contre les propositions salariales du gouvernement.

Ces actions ont toutes été militantes, massives et populaires auprès de l'opinion publique. C'est vrai en particulier de la semaine d'action des enseignants, dont un sondage a montré qu'elle était soutenue par 80 % des Hollandais. En fait, cela vient du soutien massif des parents et des élèves et s'est vérifié, matériellement, dans leur solidarité lors des manifestations et des grèves.

Mais le PvdA a négocié des propositions de compromis avec le Parlement, et la direction du syndicat s'en est délibérément tenue à des actions séparées. Elle a refusé de construire l'unité d'action, n'a lancé aucune revendication unificatrice et n'a pas organisé la solidarité dans le reste de la classe ouvrière.

Un grand nombre d'actions se sont menées et se mènent contre les menaces de licenciements massifs, par exemple à l'entreprise Fokker (1 100 licenciements), aux chantiers navals ADM (700 licenciements), aux chantiers RSV (600 licenciements), dans la chaîne des grands magasins Bijenkorf (des milliers de licenciements). La direction du syndicat isole toutes ces luttes même si elles se passent dans le même secteur d'industrie, et elle est prête à accepter les licenciements sans

combat, si les patrons acceptent d'en réduire quelque peu le nombre.

A l'usine Fokker d'Amsterdam, par exemple, plus de 1 100 ouvriers, poussés par la commission syndicale jeune, ont réclamé une réduction de la semaine de travail sans diminution de salaire. Mais les négociateurs syndicaux ont refusé d'en discuter et ont donné leur accord aux 1 100 licenciements pour l'ensemble de la compagnie Fokker. Aux chantiers de réparation navale ADM, un accord fut signé pour des centaines de licenciements et 10 % de réduction des salaires ; il fut présenté comme une grande victoire et un modèle de la façon dont les luttes contre les licenciements devront se mener à l'avenir.

Pendant la semaine de grève des enseignants, les jeunes, dans tout le pays, ont montré leur solidarité en se joignant à ces actions. Mais les directions syndicales ont pris leurs distances d'avec les grèves spontanées des élèves. Durant la même période, les jeunes ont lancé des actions dans tout le pays et ont manifesté massivement à La Haye contre les attaques portées aux allocations de chômage pour les 16-17 ans. Mais les syndicats n'ont rien fait pour aider ces actions. Au contraire, plusieurs syndicats veulent discuter avec les patrons la possibilité d'embaucher plus de jeunes au rabais.

D'une façon générale, les travailleurs, les femmes et les jeunes, ont une attitude très militante. En même temps, de la part des directions syndicales, l'inclination se fait toujours plus forte vers la capitulation et la réticence toujours plus grande à organiser les luttes. En ce qui concerne la direction du PvdA, elle a, tout au plus, soutenu du bout des lèvres les actions engagées. Elle n'a fait aucun effort réel pour les organiser ou pour appeler à des actions pouvant mener au renversement du gouvernement.

## LES PRESSIONS DE LA BASE

Néanmoins, cette vague militante n'a pas manqué d'avoir un impact sur les directions syndicales et sur les cercles dirigeants du PvdA. Dans le passé récent, nous avons vu des luttes chaque jour : celle des jeunes, des cheminots, des enseignants, celle de la fonction publique, des femmes qui ne touchent que les allocations chômage minimum, des handicapés. La montée des luttes et la création de très nombreux comités contre la réduction des assurances sociales des femmes, de comités contre la hausse du prix du gaz, contre la hausse des loyers, contre le paiement partiel des frais médicaux, des manifestations du mouvement pour la paix, etc., tout cela constitue une pression croissante pour que soit entreprise une action d'ampleur contre ce gouvernement de droite.

A la fin de l'an dernier, Wim Kok, dirigeant de la plus grosse confédération syndicale, la Federate Nederlandse Vakbeweging (FNV, Fédération des syndicats néerlandais) a signé un accord avec le chef de l'association patronale, van Veen. Dans cet accord, il est stipulé que les augmenta-

tions du coût de la vie seront compensées par une diminution des heures de travail, pour le même salaire. Mais aujourd'hui, après que la signification concrète de cette clause ait été discutée dans les usines et les ateliers, il semble que pratiquement nulle part cela n'ait eu d'effet. Le 1er février, 350 000 travailleurs ont eu une augmentation de salaire de 2,06 % destinée à rattraper, au moins partiellement, le coût de la vie, car il paraissait impossible qu'ils y renoncassent. Il semble que cela se produira dans un nombre croissant d'entreprises et d'industries.

Le samedi 22 janvier, une commission de syndicalistes (y compris le président national du Syndicat de l'alimentation), de dirigeants de divers mouvements de lutte et de membres des partis politiques de gauche ont entrepris d'organiser une manifestation nationale sur le mot d'ordre : « *Stop à la politique des réductions budgétaires, pour une alternative progressiste.* » Pour la première fois, le PvdA et le FNV étaient officiellement représentés dans cette manifestation.

Au cours de toutes sortes d'activités et de discussions préparatoires, des appels ont été lancés pour des initiatives et des actions, mais peu de choses ont été concrètement décidées. Cependant, la participation du PvdA et du FNV à un comité dominé par des partis et des courants à la gauche du PvdA reflétait la pression qui pousse ces organisations à agir.

Le 15 janvier, le Conseil national du PvdA a décidé, contre la volonté de la direction du parti, de commencer à étudier le potentiel et les limites d'un mouvement de désobéissance civique, et ont décidé que même après une décision du Parlement de mettre en place les missiles, le PvdA continuerait à s'y opposer.

Toute la presse de droite et tous les politiciens de droite se sont élevés contre le PvdA pour montrer à quel point il est antidémocratique d'avoir recours à la désobéissance civique. Ils étaient également conscients qu'un parti comme le PvdA, menant des actions contre ce gouvernement, non seulement deviendrait extrêmement populaire, mais pourrait amener la chute du gouvernement.

## LA MANIFESTATION CONTRE LES MISSILES

Dans ce contexte, les actions menées contre l'installation des nouveaux missiles prennent clairement de plus en plus d'ampleur. Elles ont conduit à des succès et elles ont déjà induit de grandes divisions au sein des partis gouvernementaux (surtout le CDA). Elles pourraient éventuellement même conduire directement au renversement du gouvernement actuel. Il est également de plus en plus évident que cette année, les actions contre les missiles nucléaires vont devenir centrales pour la lutte qui fera reculer ce gouvernement de droite. De plus en plus d'organisations, de groupes et d'individus y participeront.

Les organisations pacifistes ont des plans très ambitieux pour agir. Le samedi

5 février s'est tenue une conférence nationale, où la participation était nombreuse, pour organiser leur mise en pratique. Entre autres choses, le 29 octobre a été choisi comme date d'une manifestation nationale à La Haye. Les actions doivent commencer à partir de Pâques. Les syndicats sont contactés directement, et des comités syndicaux contre les armes nucléaires sont mis en place. Il est envisagé un arrêt de travail de deux heures pour le 28 octobre. Un journal national de jeunes sera publié comme premier pas vers la construction d'une organisation de la jeunesse contre les armes nucléaires. Le PvdA a déclaré qu'il soutiendrait totalement ces actions, et les organisations pacifistes appellent les deux millions d'électeurs du PvdA à se mobiliser.

Dans le CDA, un memorandum, écrit par les spécialistes des problèmes de défense, de Boer et Frinking, a vu le jour. Ils ne sont, ni l'un ni l'autre, contre les missiles. Mais dans ce document, qu'une fuite a fait connaître à la presse, ils demandent que le non-déploiement des missiles soit une possibilité envisagée sérieusement, sans s'occuper de ce qui se passe à Genève, à cause de l'opposition de masse qui est apparue. Le 13 février, l'ancien Premier ministre van Agt a déclaré à la télévision que face à une agitation sociale il serait erroné d'installer les missiles.

Le CDA essaye de mettre de l'eau froide sur les actions à venir en les transformant en vague de protestation apolitique contre les armes nucléaires. Le Premier ministre Ruud Lubbers a affirmé que le memorandum écrit par de Boer et Frinking représentait un « *point de vue nationaliste* ». Ces deux sortes de manœuvres ont été contrées, lors de la conférence du 5 février des militants pour la paix, par Mient Jan Faver, qui était désigné, il y a peu, dans *Newsweek*, comme « *aussi dangereux pour la sécurité des occidentaux que Iouri Andropov* ». Mient Jan Faver a déclaré, pour sa part : « *Il serait bon que le CDA collabore avec le mouvement pour la paix, mais sur la base de nos revendications, c'est-à-dire pas un seul missile, ce qui sera décidé à Genève n'ayant aucune importance.* » Et il souligna que le mouvement de la paix n'est pas nationaliste mais internationaliste ! « *Si le gouvernement décide de ne pas installer de missiles, alors nous n'aurons pas besoin de manifester ici, nous louerons des ferries et nous irons en Angleterre.* »

L'ancien Premier ministre van Agt a précisé qu'en se préparant à la désobéissance civique, le PvdA faisait quelque chose de dangereux, comme de jouer avec le feu. Il a raison. Ce gouvernement est bien loin d'être aussi fermement en selle qu'il le proclame. Même le dirigeant du PvdA, Joop den Uyl, a expliqué qu'il ne pensait pas que le gouvernement puisse rester au pouvoir plus de six mois. L'année 1983, au cours de laquelle la lutte contre l'implantation des missiles sera centrale, se révélera de la plus extrême importance. ■

Robert WENT  
Amsterdam, 15 février 1983.

# Le gouvernement du PSOE face aux revendications des femmes

Entretien avec Justa Montero, membre de la LCR et de la Commission pour l'avortement de Madrid

**L**E 5 mars dernier, 150 000 personnes environ se sont rassemblées à Madrid sur le thème : « Non à l'avortement, oui à la vie ! » La manifestation qui, symboliquement, était convoquée sur les lieux de la visite du Pape, était organisée par les partis de droite et d'extrême droite, des organismes religieux, des associations corporatives, médicales en particulier, des comités du type « Laissez-les vivre » ...

Cette manifestation est révélatrice à plus d'un titre. D'abord parce qu'il s'agit de la première initiative de masse de la droite depuis la victoire du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) aux élections du 28 octobre 1982 et la formation du gouvernement de Felipe Gonzalez. L'avortement sert à la droite de thème de remobilisation, comme lui a servi en France la question scolaire, à un moment où elle a besoin de temps pour se réorganiser politiquement. L'Union du centre démocratique (UCD), qui était encore au pouvoir il y a quatre mois à peine, vient de conclure son processus de décomposition en décidant,

Daniel BENSARD : — Quel est l'état des projets du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et du gouvernement de Felipe Gonzalez sur la légalisation de l'avortement ?

Justa MONTERO : — Le programme électoral du PSOE concernant l'avortement était déjà en deçà des positions de son dernier congrès. Il s'en tenait à une proposition de dépénalisation de l'avortement dans les cas de viol, de malformation du fœtus, ou encore de dangers physiques ou mentaux pour la santé de la mère. Aujourd'hui, on ne connaît pas encore le contenu exact du texte de loi qui sera officiellement proposé. Il s'insère dans la réforme du Code pénal, qui s'effectuera en deux temps, maintenant et en juin.

Aussitôt les élections gagnées par le PSOE (octobre 1982) et le gouvernement de Felipe Gonzalez formé, le problème de l'avortement a été posé par le biais du recours déposé au tribunal contre la sentence d'acquiescement prononcée au procès des femmes de Bilbao (1). L'idée du mouvement féministe était d'obtenir la suspension de ce recours, grâce à sa mobilisation. On ne savait pas pas très bien sur quel pied danser, aussi cherchait-on plutôt à obtenir un report de la procédure.

Les juges étaient placés devant un problème délicat : quelle sentence appliquer, à partir du moment où est mis en place un gouvernement dont le projet déclaré est la dépénalisation de l'avortement ? Cette situation chaotique a contribué, en plus de l'action du mouvement féministe, à faire pression sur le ministre de la Justice, qui a estimé que l'incertitude ne pouvait se prolonger. D'où la décision

en février 1983, de se dissoudre, laissant derrière elle une débâcle politique et une énorme faillite financière.

Mais la mobilisation du 5 mars illustre aussi l'agressivité de la droite, rangée derrière les portraits du Pape, alors que le PSOE et le gouvernement engagent des réformes timides, avec le souci premier d'éviter toute mobilisation de masse.

Pour les marxistes révolutionnaires, le refus de l'austérité, l'exigence d'un référendum immédiat sur le retrait de l'OTAN, la défense des droits démocratiques des nationalités, et la campagne sur le droit à l'avortement, constituent les grands axes de la bataille du moment. Ils seront mis en avant, notamment lors des élections municipales qui auront lieu en mai 1983.

Sur les enjeux de la lutte pour le droit à l'avortement, nous avons interrogé Justa Montero, animatrice de la Commission pour l'avortement de Madrid et militante de la Liga Comunista Revolucionaria (LCR, section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol).



Peinture murale de la LKI d'Euskadi pour le droit à l'avortement. (DR)

imprévue du gouvernement de discuter rapidement au Conseil des ministres et de présenter aux Cortès (Parlement) un projet de loi par le biais d'une procédure d'urgence. Le gouvernement voudrait régler la question avant l'été.

Le contenu du projet s'est peu à peu dessiné. En cas de viol, l'avortement serait autorisé, à condition qu'il y ait eu dénonciation préalable du viol à la police. Ce qui soulève immédiatement la question de l'accueil des femmes, quand elles se présentent à un commissariat pour dénoncer un viol ... Connaissant les traditions de la police dans l'Etat espagnol, on peut imaginer ce que ça peut être. Sur les cas de risques physiques et psychiques pour la mère il faut, en plus du consentement du médecin traitant, l'attestation de deux autres médecins. C'est une clause ambiguë qui offre une certaine marge d'interprétation.

Quant à la prise en charge financière, le gouvernement a déjà annoncé que l'avortement ne serait pas pris en charge par la Sécurité sociale, qui serait en faillite et dont on ne pourrait alourdir les charges. On verra donc au moment de la discussion des budgets de la Sécurité sociale.

Quand il nous a reçues, le ministre de

1. Procès de Bilbao : en octobre 1976 s'est ouverte à Bilbao une instruction judiciaire contre 11 femmes accusées d'avoir subi ou pratiqué des avortements. Elles étaient passibles, en tout, de plus de 100 ans de prison. Une immense mobilisation s'est alors produite en Espagne jusqu'au moment du procès, le 26 octobre 1979, en exigeant le non-lieu pour toutes les accusées. Devant cette mobilisation, le gouvernement repoussait le procès à 1981. Mais la mobilisation n'a pas faibli pour autant, au contraire, et le 16 mars 1981, toutes les femmes furent acquittées. Ce fut une extraordinaire victoire, pour le mouvement des femmes et pour les droits démocratiques.

La Santé nous a cité l'exemple de la France de 1977 à 1982, à l'époque de la loi Veil. La filière médicale passerait par les centres de santé des municipalités et de planning du gouvernement qui orienteraient les femmes vers les cliniques privées, le paiement restant à la charge des clientes. Toujours lors de l'entrevue avec la délégation de la Commission pour l'avortement de Madrid, le ministre nous a dit que le gouvernement voulait faire adopter une loi, qu'il agirait ensuite conformément à cette loi et ne l'élargirait qu'au fur et à mesure des modifications de l'opinion publique. Cela veut dire concrètement qu'il y aura d'autres procès. Certains sont déjà en cours, par exemple à Séville, où des femmes ont fait campagne en affirmant publiquement avoir avorté, dont une conseillère municipale du PSOE. Il y a des cas analogues à Valence et à Valladolid.

Les propos du ministre impliquent une attitude passive et fataliste du gouvernement, face à ce qu'il appelle l'opinion publique dans le pays, alors que la droite, de son côté, se mobilise à fond pour agir sur cette opinion. Le PSOE prétend que 27 % des femmes seulement seraient en faveur d'un élargissement de la loi. Mais il sait très bien que la majorité des femmes avortent tout de même, indépendamment de leurs convictions morales ou religieuses. On a pu voir un reportage à la télévision où une femme reconnaissait que pour elle l'avortement était un péché, mais qu'elle était allée à Londres... La vérité c'est que les femmes avortent, même si elles ne le confient pas dans un sondage effectué dans la rue.

Le ministre nous a expliqué que la solution résidait dans l'implantation de centres d'éducation dans les écoles. Or, on connaît le contenu, familialiste à outrance, de cette éducation, quand elle existe. Il a aussi beaucoup insisté sur l'importance des mesures que compte prendre le gouvernement sur le droit d'adoption. Il nous a présenté ce projet comme une grande innovation, et nous en sommes restées ébahies...

— La droite a fait de la question de l'avortement son premier cheval de bataille depuis sa défaite électorale. Quelle forme prend cette campagne ?

— La hâte du gouvernement sur cette question a un peu pris la droite par surprise, bien qu'elle s'organise depuis deux ans pour riposter au mouvement féministe à propos du jugement de Bilbao. Elle a mis sur pied une coordination du mouvement pour la défense de la vie, composée de parents chargés de famille, de courants politiques de droite comme l'Alliance populaire (AP) de Fraga Iribarne, etc. Elle mène une campagne publique qui prend des formes variées, comme la signature de mères dans les écoles privées, une propagande systématique dans les écoles sur le caractère criminel de l'avortement. L'Eglise y participe activement.

Au niveau législatif, l'AP a présenté un projet visant à assurer la protection des enfants non désirés, aussitôt que se

déclare la grossesse. Ils en arrivent donc à proposer à la mère de protéger une grossesse dont elle ne veut pas. Ils avaient déjà présenté, dans le même sens, une loi de protection sur la famille, lors de la précédente législature.

Enfin, il faut aussi souligner le rôle des médecins et des médias dans cette campagne. Ils disent que le gouvernement entrouvre une porte sur une voie sans issue, qu'ils sont d'accord pour des mesures préventives d'information, insistent beaucoup sur le thème de l'adoption. Les affiches se multiplient sur les murs : « *Maman, ne me tue pas !* » Rappelons que les associations légales de médecins sont contrôlées par la droite.

Pour la réaction, c'est donc une campagne centrale du moment. C'est à l'évidence sur ce point qu'elle compte commencer à mobiliser une base sociale large.

— Quelle campagne comptez-vous organiser de votre côté ?

— Pour le mouvement des femmes, le problème est celui de l'organisation de la campagne la plus large possible. Jusqu'à présent, la mobilisation a eu lieu principalement et presque exclusivement en riposte aux procès plutôt que comme un mouvement d'ensemble pour une revendication.

C'est d'ailleurs pourquoi les syndicats et la gauche ont pu se dérober à une campagne réelle. C'est la première fois que se pose concrètement la possibilité d'organes unitaires larges. Pour l'instant, la campagne est centrée sur le fait que le projet gouvernemental ne résoud pas le problème de l'avortement et laisse 95 % des femmes qui avortent dans une situation illégale. Le nombre d'avortements, il faut le préciser, est estimé à 300 000 par an, mais c'est une approximation. En Grande-Bretagne, l'an passé, il y a eu plusieurs milliers d'avortements de femmes venues d'Espagne enregistrés dans une seule clinique, et 4 500 en Hollande.

C'est de ces faits que part la campagne pour critiquer le projet gouvernemental comme étant très restrictif. C'est inacceptable du point de vue des femmes et incohérent du point de vue des arrière-pensées politiques des dirigeants du PSOE : les restrictions mises dans le projet de loi ne feront pas diminuer le coût politique de cette décision face à la campagne de la droite, qui restera aussi dure dans tous les cas de figure. Nous, nous réclamons donc la reconnaissance du droit à l'avortement, libre et gratuit, et dont la décision revienne aux femmes elles-mêmes. A partir de cet axe général, chaque secteur du mouvement concrétisera ses actions en fonction des problèmes professionnels, syndicaux particuliers. La campagne est animée par des commissions pour le droit à l'avortement. Il existe également une commission à l'échelle de l'Etat, dans le cadre de la coordination unitaire des organisations féministes.

Notre but est d'élargir la campagne aux partis ouvriers, aux syndicats, aux collectifs des travailleurs de la santé, de la presse, aux avocats, aux associations de

quartier... L'idée est de rassembler tout le monde autour des commissions pour l'avortement. La forme concrète de l'unité du mouvement dépend des situations locales, soit front d'organisations politiques et syndicales, soit collectifs de femmes.

Pour le moment, il est prévu que le vote aux Cortès pourrait avoir lieu en mai. Les Cortès doivent d'abord se prononcer sur la procédure d'urgence proposée par le gouvernement. Ensuite, le projet passera devant la Commission de justice. L'inconnue, c'est le temps de délibération dans la Commission de justice. Cela peut aller plus ou moins vite. Les élections municipales doivent avoir lieu en mai et le gouvernement préférerait avoir réglé la question auparavant.

A l'étape actuelle, la campagne consiste en un travail de sensibilisation sur le droit des femmes, avec signatures de manifestes, prises de position au niveau des entreprises, mobilisation pour la Journée internationale des femmes du 8 mars. Nous envisageons ensuite des mobilisations massives coordonnées le même jour, probablement le 8 mai, mais cela dépend encore de la date des élections, qui n'est pas fixée.

— Pour terminer, peux-tu indiquer brièvement l'attitude des principaux partis politiques ?

— Le Parti nationaliste basque (PNV, nationaliste bourgeois) et le Parti bourgeois catalaniste sont globalement en accord avec le projet du gouvernement. Le Parti communiste (PCE) propose une loi qui inclut l'autorisation de l'avortement jusqu'à trois mois de grossesse, la reconnaissance de la clause de conscience pour les médecins, et le droit de regard du père de l'enfant. Pour le PCE, c'est la première occasion de récupérer un peu de terrain politique sur une position distincte de celle du gouvernement. Cela se traduit en pratique par une attitude généralement sectaire : il veut mener sa propre campagne.

Enfin, c'est aussi un test pour le PSOE. Il prétendait, initialement, organiser sa propre campagne pour exercer une pression sur la gauche et montrer que le gouvernement n'était pas le seul défenseur du droit à l'avortement face à la droite. Mais maintenant, il essaie de marginaliser les mouvements qui s'organisent autour de la revendication du droit à l'avortement, afin de justifier l'argumentation gouvernementale selon laquelle il n'existe pas de pression sociale qui permettrait d'aller plus loin. Il a envoyé dans les collectifs de femmes des militantes du PSOE pour faire contre-feu. Mais elles n'ont ni projet concret ni autorité suffisante pour peser sur le mouvement ou le diviser. A moyen terme, on peut prévoir que le gouvernement offrira à des femmes une certaine participation aux institutions pour diviser le mouvement et essayer d'en intégrer une partie. ■

Propos recueillis par Daniel BENSARD  
Madrid, 7 mars 1983.

# Vers un "Camp David" pour l'Afrique australe ?

## Angolais et Sud-Africains ont entamé des pourparlers bilatéraux

À U début du mois de décembre 1982 se sont déroulées sur l'île de Sal, dans l'archipel du Cap-Vert, des discussions bilatérales entre des responsables angolais et sud-africains. Leur sujet était, bien entendu, la situation qui prévaut dans la région sud-ouest de l'Afrique australe : le conflit en Namibie (appelée aussi Sud-Ouest africain), les raids sud-africains contre les camps de l'Organisation du peuple sud-africain (SWAPO) situés en territoire angolais, ainsi que la guérilla menée — avec le soutien de l'Afrique du Sud — par l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) dirigée par Jonas Sawimbi, contre le Mouvement populaire de libération de l'Angola-Parti du travail (MPLA-PT) au pouvoir à Luanda depuis l'Indépendance du 11 novembre 1975 (1).

Peu d'informations ont filtré sur les cinq heures d'entretien du 8 décembre 1982. La délégation sud-africaine était conduite par le ministre des Affaires étrangères « Pik » Botha et le ministre de la Défense, le général Magnus Malan, ce qui souligne l'importance de ces entretiens pour la République sud-africaine. La radio d'Etat sud-africaine commentait immédiatement cet événement en affirmant que « les entretiens prouvent qu'il est possible pour deux parties fortement antagonistes de travailler ensemble lorsque chacune a quelque chose à y gagner ». Du côté américain on se félicitait aussi de cette entrevue (2).

On connaît les grands traits des positions en présence : du côté sud-africain, les choses sont simples, pas de règlement avant le retrait des troupes cubaines qui stationnent en Angola. Cette position a été clairement réaffirmée en novembre dernier par « Pik » Botha, qui déclarait : « L'Afrique du Sud

ne réduira pas ses effectifs sur le territoire de la Namibie (...) avant que toutes les troupes cubaines aient quitté l'Angola. (3) » Tel n'est pas le point de vue angolais, pour qui la présence cubaine a été vitale pour repousser l'invasion sud-africaine lors de la guerre civile de 1975 et assurer, par la suite, le maintien au pouvoir de l'actuelle direction. Selon le dirigeant angolais Paulo Jorge, il s'agit là d'une « affaire bilatérale », et un retrait des troupes cubaines ne pourra être envisagé que le jour où « la menace sud-africaine se sera considérablement réduite ».

Une nouvelle rencontre entre émissaires angolais et sud-africains a eu lieu le 23 février 1983, toujours au Cap-Vert. A son issue, le ministre angolais de l'Intérieur, Alexandre Rodrigues, devait confier à l'agence portugaise de presse ANOP : « L'Angola pense que le Zimbabwe est un bon exemple pour l'Afrique du Sud. L'Angola ne s'opposera pas à une solution à la rhodésienne en Namibie, parce qu'elle est sûre que la SWAPO est le représentant légitime du peuple namibien et qu'elle gagnera les élections. » (Le Monde du 25 février 1983.) Si les multiples spéculations avancées autour de la possibilité de la cessation définitive des hostilités dans les mois qui viennent sont encore largement prématurées, elles n'infirmement nullement le caractère plausible d'un accord bilatéral pour un cessez-le-feu provisoire, comme première étape d'un plan de règlement de la question namibienne. L'agence angolaise de presse ANGOP n'écrivait-elle pas, quelques jours avant la seconde rencontre bilatérale de l'île de Sal, que l'Angola était disposé à de tels entretiens « sur les problèmes de sécurité à la frontière entre l'Angola et la Namibie, ainsi que sur la possibilité d'accélérer la mise en œuvre de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur la Namibie » (le Monde du 22 février 1983).

Nathan PALMER

La discussion qui s'est engagée, et dont, à n'en pas douter, les USA contrôlent en partie le déroulement, contraste avec l'enlisement dans lequel semblait être plongé le processus diplomatique mené par l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur la question namibienne. Dans les faits, ce processus est d'ailleurs passé, pour l'essentiel, entre les mains du Groupe de contact constitué en 1977 par les cinq pays occidentaux membres du Conseil de sécurité (Grande-Bretagne, France, République fédérale d'Allemagne, Canada et, avant tout, Etats-Unis). Les Nations-Unies ont certes abondamment discuté de la Namibie et adopté un nombre appréciable de résolutions à ce sujet.

Depuis 1973, la SWAPO est, par exemple, reconnue par l'Assemblée des Nations-Unies comme l'unique représentant du peuple namibien. La résolution numéro 385, adoptée le 30 janvier 1976, à l'unanimité des pays membres du Conseil de sécurité, condamnait la République sud-africaine et prévoyait des « élections libres sous la supervision et le contrôle des Nations-Unies ». En 1978 étaient adoptées une série de résolutions, parmi lesquelles celle reconnaissant comme nécessaire la réintégration dans le territoire namibien du port de

Walvis Bay, seul port en eau profonde du pays, et que l'Afrique du Sud entend conserver en cas d'Indépendance, ou encore la résolution créant un groupe d'assistance pour permettre l'organisation d'élections en Namibie et, enfin, celle condamnant la décision de l'Afrique du Sud de procéder unilatéralement à la tenue d'élections en décembre 1978, et qui déclarait par avance les résultats de cette consultation nuls et non avenue.

Du 7 au 14 janvier 1981 s'est aussi tenue à Genève une conférence, sous les auspices de l'ONU, qui définissait les principaux points de la première phase d'un règlement, celle permettant la tenue d'élections : cessez-le-feu avec création d'une zone démilitarisée au nord du pays, envoi de 7 500 casques bleus, retrait progressif des troupes sud-africaines, élection d'une Assemblée constituante, retrait de la République sud-africaine dans un délai d'une semaine après la proclamation des résultats.

Le Groupe de contact (ou Groupe des Cinq) devait, par la suite, faire des propositions plus proches des exigences sud-africaines : élection de l'Assemblée en mars 1983, suivant un système « one man, two votes » (« un homme, deux voix »), c'est-à-dire avec une représentation à la fois directe et proportionnelle avantageant la minorité blanche (76 000 personnes sur une population de plus

d'un million d'habitants d'après le recensement de 1981) et s'opposant à la majorité noire et au système revendiqué par la SWAPO, celui de « one man, one vote » (« un homme, une voix ») ; sur le plan militaire, le Groupe des Cinq abandonnait l'idée d'une zone démilitarisée et ramenait le contingent projeté à 6 000 casques bleus ; il proposait, enfin, de faire passer ce processus électoral sous le contrôle non plus de l'Assemblée des Nations-Unies, mais sous celui du Conseil de sécu-

1. La SWAPO, dirigée par Sam Nujoma, est un mouvement de libération nationale qui mène la lutte armée contre l'occupation coloniale de la Namibie par l'Afrique du Sud. L'UNITA est une organisation à base régionaliste, qui participa à la guerre civile de l'Indépendance angolaise, aux côtés du Front national de libération de l'Angola (FNLA) de Roberto Holden et des agents de la CIA américaine. Depuis l'échec de l'invasion sud-africaine en 1976, l'UNITA mène une guérilla réactionnaire contre le gouvernement du MPLA-PT, avec le soutien de l'Afrique du Sud, mais aussi l'appui probable d'une partie de la population des régions qu'elle contrôle.

2. Les Etats-Unis semblent avoir joué un rôle non négligeable dans la préparation de ces rencontres. Le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines, Chester Crocker aurait d'ailleurs par avance confié à des diplomates occidentaux la date des premiers pourparlers entre l'Angola et l'Afrique du Sud. Le Département d'Etat américain a aussi confirmé que des discussions avaient eu lieu sur ces rencontres entre l'administration de Ronald Reagan et des personnalités soviétiques. (Cf. *International Herald Tribune* du 14 décembre 1982.)

3. *Pretoria News*, 27 novembre 1982.

rité, moins hostile à l'Afrique du Sud. En juin 1982, devant l'échec de ces négociations — la SWAPO refusant de céder sur le système électoral —, le Groupe des Cinq décidait de passer directement à la seconde phase, celle relative au rôle des Nations-Unies durant la période de transition.

### CRISE POLITIQUE ET « GUERRE DE FAIBLE INTENSITÉ »

Sur le plan intérieur, la crise a conduit l'Afrique du Sud à reprendre officiellement en main l'administration de la Namibie en dissolvant, le 18 janvier dernier, l'« Assemblée nationale » mise en place par ses soins après la farce électorale de 1978. Les Sud-africains avaient mis sur pied un Conseil des ministres présidé par Dirk Mudge, co-président de l'Alliance démocratique de Turnhalle (Democratic Turnhalle Alliance, DTA), alors la principale formation politique pro-sud-africaine (4). Ce Conseil des ministres joua le jeu et prit des dispositions visant à gommer les aspects les plus visibles de l'apartheid (ségrégation raciale). Les rivalités internes allaient bientôt diviser le DTA, avec le départ de Peter Kalangula, qui fonda, en mai 1982, l'Action chrétienne démocrate (Christian Democratic Action), fondamentalement basée sur l'ethnie Ovambo et financée en partie par la démocratie-chrétienne allemande. Le conflit entre Dirk Mudge et l'administrateur sud-africain s'est aiguïté au point d'en arriver au lâchage du premier par ses protecteurs. Dans le numéro du 12 septembre de la revue *Rapport*, publiée à Johannesburg, on pouvait lire à propos de l'unité nécessaire des opposants à la SWAPO : « Il est, pour cette raison, très dommage qu'une confrontation publique entre M. Dirk Mudge et l'administrateur général M. Danie Hough plane à l'horizon. (...) Ceux qui s'intéressent à la Namibie savent que la DTA ne bénéficie plus du soutien qu'elle avait en 1978. (...) Une telle situation a engendré mécontentement et méfiance. » Plus loin, à propos des contacts organisés par le Premier ministre sud-africain pour former un nouveau gouvernement intérimaire, on peut lire : « Il est difficile de croire que M. Mudge et d'autres dirigeants de la DTA ne savent rien à ce sujet. On ne peut que leur conseiller de participer à ce processus, car le rôle de la DTA n'est assurément pas terminé. » On le voit, l'équipe de la DTA derrière Dirk Mudge donnait de sérieux signes d'épuisement (5). Ceci, alors que les opérations militaires n'ont pas cessé dans le nord du pays, à la frontière avec l'Angola. Cette « guerre de faible intensité », selon la terminologie officielle de Pretoria, a fait, en 1982, 77 morts dans les rangs sud-africains contre 61 l'année précédente. Les pertes de la SWAPO s'élèveraient, toujours selon les mêmes sources, à 1 268 personnes en 1982, dont plus de la moitié tuées lors de raids sud-africains en territoire angolais.

L'Afrique du Sud occupe ainsi en permanence non seulement le territoire namibien, mais aussi une bande territoria-

le du sud-angolais, qui sert de base arrière à des incursions plus profondes. Assurés de leur impunité et de la bienveillance américaine, les Sud-africains ont à peine attendu le retour du général Walters, ambassadeur itinérant de Ronald Reagan de la capitale angolaise — où il avait entamé des discussions consacrées au règlement de la question namibienne et à la présence cubaine en Angola —, pour envahir une nouvelle fois, fin juillet 1982, le sud-angolais pour une opération militaire de grande envergure.

L'administration de Ronald Reagan a, et ce n'est un secret pour personne, développé une politique de dialogue privilégié avec Pretoria. Les entretiens du Cap-Vert constituent une réussite diplomatique pour la diplomatie américaine, surtout dans la mesure où la question de la Namibie était présentée par elle comme l'une des priorités de sa politique africaine. Dans une allocution prononcée à Honolulu devant l'Association des anciens combattants américains, le 29 août 1981, Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines, déclarait : « Il apparaît clairement que la question de la Namibie constitue le point chaud de cette partie du monde et préoccupe vivement les diplomates. Il est tout aussi évident que la guerre pourrait se poursuivre et s'étendre, à moins qu'une solution satisfaisant toutes les parties, y compris l'Afrique du Sud, ne soit apportée aux principaux problèmes. (...) Nous nous sommes immédiatement rendus compte que les pourparlers concernant ce pays étaient au cœur des relations de plus en plus étroites que nous entretenons avec l'Afrique noire et l'Afrique australe et figuraient en bonne place à l'ordre du jour des conversations avec nos alliés. »

### LA POLITIQUE US ET LE GROUPE DES CINQ

La politique de l'impérialisme dans la région vise, bien entendu, à maintenir ses intérêts et sa domination, mais l'Afrique du Sud a bien compris l'attention toute particulière portée par l'administration Reagan à la Namibie. Le *Sunday Times*, de Johannesburg, du 21 novembre 1982, écrivait : « L'administration Reagan vient de remplir la première moitié de son man-

dat. Au cours des deux années écoulées elle a investi, vu les autres priorités sur la scène internationale, une énergie surprenante et un capital politique dans la Namibie. La raison de son intérêt pour cette région relativement éloignée est simple : la présence de 30 000 Cubains en Angola. Sans ces derniers, qui aggravent la question de la stratégie globale Est-Ouest de Washington, on peut être sûr que le problème namibien n'aurait pas été au-delà des rouages intermédiaires du Département d'Etat. Ce sont les Cubains qui ont attiré l'attention de la Maison-Blanche. L'actuelle administration prévoyant déjà les prochaines élections, il n'est pas surprenant qu'une articulation ferme sur les questions majeures de la politique étrangère se concrétise. C'est pourquoi Pretoria devrait mettre tous ses atouts dans la dernière série d'entretiens. Si nous ne saisissons pas l'occasion de sortir de cette situation dévoreuse d'énergie, nous pourrions bien nous retrouver en face de Démocrates peu enclins à nous écouter en 1984. »

Entendant mener à bien une telle politique, les USA ont donc entraîné le Groupe des Cinq dans une importante offensive diplomatique sur la question namibienne. Et les bonnes dispositions des principaux pays impérialistes envers l'Afrique du Sud était soulignée par la presse, dès 1981 : « Les cinq pays négociateurs n'ont pas seulement déclaré publiquement que jamais ils n'avaient considéré la SWAPO comme l'unique représentant du peuple namibien. Ils ont encore allié le geste à la parole en négociant directement avec les représentants de toutes les organisations du Territoire. Les parties concernées voient dans cette démarche une importante concession, et l'Afrique du Sud réserve le meilleur accueil à la tournure que prennent les événements (6). »

Plus récemment, le président de la SWAPO, Sam Nujoma, s'étonnait de la position adoptée par les partenaires des USA du Groupe de contact, position qui reconnaissait la présence cubaine comme l'un des principaux obstacles au règlement du problème. Dans une interview au journal français *le Monde*, il qualifiait même la politique du gouvernement de François Mitterrand de « double jeu à propos de la Namibie (7) ».

4. En décembre 1978, l'Afrique du Sud a organisé des élections « internes » pour porter au pouvoir la DTA de Dirk Mudge et constituer une Assemblée qui était, à l'origine, destinée à ne durer que quelques mois, le temps de l'adoption d'une constitution. Puis, par un décret sud-africain, cette Assemblée fut transformée en « Assemblée nationale » et 12 de ses membres furent désignés pour former un « Gouvernement intérimaire » dont les mandats seraient renouvelés par simple décret. Fin novembre 1982, le Premier ministre sud-africain Pieter Botha déclarait : « L'incertitude qui entoure les négociations internationales (pour l'indépendance de la Namibie) empêchant, pour l'heure, la tenue d'élections internes, nous avons décidé de prolonger de trois mois le mandat de l'Assemblée nationale. (...) Le gouvernement espère que la situation sera plus claire fin février. » (*Le Monde* du 23 novembre 1982.) Mais le président du Conseil des ministres, Dirk Mudge, devait démissionner de ses fonctions, et l'« Assemblée nationale » était dissoute par

l'Afrique du Sud, l'administrateur sud-africain héritant de tous les pouvoirs.

5. Dans une déclaration, les membres du « Conseil des ministres » démissionnaires ont décidé, à l'unanimité, qu'au vu des circonstances, ils ne seront plus rééligibles au sein de cette institution gouvernementale. (*The Citizen* du 19 janvier 1983).

6. *Die Burger*, Cape Town, 30 octobre 1982.

7. Dans cette interview, Sam Nujoma dénonce la politique hypocrite du gouvernement français en déclarant : « Les techniciens français travaillent toujours en Afrique du Sud et l'aident à produire des chars Panhard et des avions Mirage. La France continue de livrer des pièces détachées pour les Alouettes, les Puma et les Super-Frelon du régime raciste. Nous demandons au gouvernement et au peuple français d'exercer des sanctions économiques contre Pretoria. Les déclarations de la France doivent déboucher sur des actions concrètes. » (*Le Monde* du 25 janvier 1983.)

C'est que les pays impérialistes européens ne tiennent pas à être en reste par rapport aux Etats-Unis et s'intéressent de près à la Namibie. Même s'il n'y a pas une identité de vues entre les dix pays membres de la Communauté économique européenne (CEE) vis-à-vis de la SWAPO (8), l'unanimité semble en revanche exister pour préparer l'intégration de la Namibie indépendante dans le cadre de l'accord CEE-ACP (Afrique, Caraïbe, Pacifique), adopté par la convention de Lomé et signé entre la CEE et une soixantaine de pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, dont le troisième renouvellement est prévu au début 1985. Cette intégration est d'autant plus importante pour la CEE qu'elle viendrait s'ajouter aux demandes effectuées en octobre 1982 par l'Angola et le Mozambique pour être admis comme observateurs à la convention CEE-ACP, ouvrant ainsi de nouvelles possibilités au capitalisme européen.

### LA REPRISE EN MAIN EN ANGOLA

Derrière l'ouverture angolaise et mozambicaine vers l'Occident se profile le poids de la crise de ces économies. L'Angola subit en effet très lourdement les conséquences du conflit namibien conjugué à la guérilla réactionnaire de l'UNITA dans le sud et l'est du pays. L'agence angolaise de presse ANGOP, rapportant les propos du Président angolais José Eduardo Dos Santos, évaluait, en novembre dernier, à 10 milliards de dollars US l'investissement angolais dans la Défense nationale depuis l'accession à l'Indépendance, en 1975. Cela grève fortement un budget déjà à la limite de la faillite, qui connaît un recul dans tous les secteurs d'activité économique à l'exception du secteur pétrolier.

Les sources officielles angolaises font régulièrement état des opérations de guérilla de l'UNITA, aussi bien dans le sud et dans l'est du pays, où elle opérait traditionnellement, que dans le centre, où elle a mené quelques actions, comme l'attaque du siège de l'Organisation de défense populaire à Huambo. L'UNITA a, semble-t-il, réussi à affermir son assise régionale et à créer des aboies de fixation dans différentes zones du pays.

Ce sont l'ensemble de ces difficultés et la volonté d'accepter les discussions bilatérales avec l'Afrique du Sud qui sont à l'origine de la reprise en main du MPLA-PT et des récentes purges en son sein (9). Celles-ci n'ont pas exactement recoupé l'opposition entre éléments pro et anti-soviétiques au sein du Parti, car si cette rivalité existe, elle ne constitue pas forcément la ligne de démarcation entre ceux qui sont prêts à négocier avec l'Afrique du Sud et ceux qui s'y refusent. Au début de l'année dernière avait été lancée une campagne contre la corruption dans l'Etat angolais, avec appel à la base du Parti. Puis vint la fin de la disgrâce d'Iko Carrera, chef militaire prestigieux qui, de retour de Moscou, fut nommé à la tête d'une commission de réorganisation de l'armée angolaise. C'est ce même Iko Carrera qui est à l'origine d'un « plan d'ur-

gence national » adopté le 8 décembre 1982 par le Comité central du MPLA-PT, et dans le cadre duquel les pouvoirs spéciaux sont accordés au Président Eduardo Dos Santos. Cette reprise en main au sein du Parti et la purge qui s'en est suivie a touché certains ministres, et en particulier l'entourage de Lucio Lara, membre du Bureau politique et considéré comme le numéro 2 du régime, puisque son épouse a été démise de ses fonctions de formation des cadres et son fils adoptif arrêté.

Pour une fraction de la direction du MPLA-PT, cette reprise en main était nécessaire pour que puissent être poursuivis les contacts avec Pretoria. Il fallait couper court à tout débat interne sur cette question et raffermir l'autorité du Président sur le Parti, alors que l'Angola est déjà en position de faiblesse sur le plan économique. Il fallait donc, pour Eduardo Dos Santos, maîtriser les affrontements au sein de la direction du MPLA-PT soulevés par l'ouverture de négociations avec les Sud-africains. Et ce, d'autant plus que derrière ces discussions se profilent le problème des rapports du MPLA-PT avec l'UNITA, le problème du soutien de l'Angola à la SWAPO et, enfin, la question de la présence cubaine dans le pays, autant de questions sur lesquelles l'unanimité n'existe certainement pas au sein de la direction du Parti.

Quant au Mozambique, il ne ressent pas aussi directement que l'Angola les effets du conflit namibien. Mais le gouvernement du Front de libération du Mozambique (FRELIMO) de Samora Machel mis en place à l'Indépendance, le 25 juin 1975, est lui aussi confronté à une pression sud-africaine multiforme. Au plan économique, elle s'exprime par la dépendance mozambicaine par rapport au géant sud-africain. Elle s'exprime aussi sur le plan militaire. Dans ce domaine, l'Afrique du Sud agit par son soutien à l'opposition armée au régime de Maputo. La Résistance nationale du Mozambique (RNM), qui regroupe aussi bien d'anciens agents du colonialisme portugais que d'anciens membres du FRELIMO, mène, avec l'aide sud-africaine, des actions militaires très audacieuses et assez coûteuses pour le régime mozambicain. Ainsi, la RNM a revendiqué, en décembre 1982, le sabotage des réservoirs de combustible du port de Beira, la seconde ville du pays. Elle s'emploie aussi à limiter les capacités d'utilisation des ports mozambicains, en détruisant les voies de communication entre le Zimbabwe et le Mozambique. Enfin, en enlevant des coopérants de diverses nationalités, la RNM entend faire par-

ler d'elle au niveau international. L'accroissement des activités terroristes de la RNM a contraint l'armée mozambicaine à d'importantes opérations militaires destinées à réduire les bases d'implantation de ce mouvement et à éviter que Maputo, la capitale, ne soit coupée des régions agricoles du sud du pays.

### UN CAMP DAVID POUR L'AFRIQUE AUSTRALE ?

Il apparaît de plus en plus qu'il y a, dans la politique américaine, la volonté de parvenir non pas à un règlement de la seule indépendance namibienne, mais bien à une normalisation de la situation dans l'ensemble de la région. Cette orientation s'appuie sur un allié privilégié, l'Afrique du Sud, qui bénéficie d'un rapport de forces militaire indéniablement favorable, mais se trouve relativement isolé sur le plan diplomatique, du fait de sa politique d'apartheid. L'Afrique du Sud s'emploie d'ailleurs régulièrement à manifester sa supériorité militaire sur les Etats de la région par des opérations qu'elle soutient ou conduit elle-même. Sa dernière démonstration de force fut perpétrée, le lendemain même des entretiens du Cap-Vert, contre un bureau du Congrès national africain (ANC, organisation de libération nationale en Afrique du Sud), lors d'un raid meurtrier à Maseru, la capitale du Lesotho. Cette action « à l'israélienne » ne constitue pas la seule similitude entre l'Etat raciste sud-africain et l'Etat sioniste, deux pays qui utilisent souvent de façon assez similaire leur supériorité militaire contre leurs voisins, et qui disposent du soutien de l'impérialisme US pour réaliser leurs objectifs.

Mais le raid de Maseru n'a pas entravé la poursuite des contacts avec l'Angola. L'Afrique du Sud s'est même payée le luxe de laisser entendre que la SWAPO pourrait bien faire les frais d'un cessez-le-feu avec l'Angola. Répondant aux questions de la presse étrangère, le 27 janvier dernier, « Pik » Botha déclarait, en parlant des combattants de la SWAPO : « Luanda les abrite et les soutient, sachant qu'ils vont commettre leurs méfaits en territoire voisin. (...) (C'est pourquoi) l'avis de la SWAPO n'est pas indispensable à un accord entre l'Angola et nous. »

La suite des négociations et l'évolution de la situation sur le terrain diront si les projets impérialistes vont réussir à se concrétiser. ■

Nathan PALMER  
Février 1983.

8. La commission politique de l'Assemblée européenne a adopté, le 23 septembre 1982, une résolution demandant « la dissolution, sous contrôle international, des groupes militaires de la SWAPO passés en Angola » et réclamant, en outre, « qu'il soit tenu compte des réalités ethniques de la Namibie et que soient rejetées les prétentions à la représentation exclusive de la SWAPO ».

9. Plusieurs dizaines de militants et de dirigeants du MPLA-PT ont été démis de leurs responsabilités et certains d'entre eux arrêtés. Le 8 janvier 1983, le *Jornal do Angola* affirmait

que ces décisions avaient été prises à cause de « certaines erreurs de membres du Parti qui ont usé incorrectement de leur droit de critique ». Des militants du Parti avaient en effet même proposé « la convocation d'un congrès, ou la constitution d'un nouveau gouvernement » (*Le Monde* des 9 et 10 janvier 1983). De son côté, le *Windhoek Advertiser* du 25 janvier 1983 n'hésite pas à affirmer : « Des observateurs occidentaux ont relevé que la suspension de 32 membres du parti dirigeant angolais, le MPLA, décision que ses initiateurs appellent une purge de gauchistes, pourrait augmenter les chances de parvenir à un accord sur la question cubaine. »

# Des nationalistes en uniforme à Paramaribo

Le refus des mobilisations populaires a contribué à isoler l'équipe militaire au pouvoir

**L**E devant de la scène politique de cette ancienne colonie néerlandaise, devenue indépendante en 1975, a toujours été occupé par deux fractions bourgeoises s'appuyant sur une base électorale ethnique, respectivement créole et hindoue. L'aile créole, qui a accédé à la direction des affaires lors de l'Indépendance en 1975, représentée par la Coalition nationale des partis (Nationale Partij Kombinatie, NPK) est dirigée par l'ancien Premier ministre Henk Arron. Le NPK regroupe entre autres le Parti national du Surinam (Nationale Partij Suriname, NPS), le Parti progressiste populaire du Surinam (Progressive Surinaamse Volkspartij, PSV), et le Parti républicain nationaliste (Partij Nationale Republikein, PNR) d'Eddy Bruma, ce dernier représentant plutôt les intérêts de la bourgeoisie autochtone. Aux conflits électoraux à base ethnique se sont superposés aussi des oppositions entre diverses fractions bourgeoises. Tout cela, et le système de type parlementaire calqué sur l'ancienne métropole coloniale, ont largement contribué à la perte de crédit de l'équipe mise en place à l'Indépendance (1).

Parallèlement, dans une armée surinamienne dont 200 grades étaient sortis du rang, l'agitation avait commencé à s'exprimer dès l'Indépendance. Une première mobilisation pour la reconstitution de l'Union des cadres militaires (Bond van Militaire Kader, BOMIKA). Fin 1979 début 1980, le BOMIKA protesta en plusieurs occasions contre la situation à l'intérieur de l'armée. Le gouvernement fit la sourde oreille. Fin janvier 1980, après que le BOMIKA ait réclamé la démission des dirigeants de l'état-major, plusieurs de ses membres furent inculpés devant une cour martiale sous l'accusation de mutinerie. La solidarité populaire avec le BOMIKA se développa à cette occasion. La lutte de l'Union des cadres militaires était en quelque sorte devenue un catalyseur de la lutte des classes. Mais en l'absence d'alternative révolutionnaire, les dirigeants du BOMIKA tissèrent plutôt des liens avec des forces politiques bourgeoises et notamment, semble-t-il, avec le PNR d'Eddy Bruma. Et le 25 février 1980, les militaires renversaient les bourgeois et notamment, semble-t-il, avec le PNR d'Eddy Bruma. Et le 25 février 1980, les militaires renversaient le gouvernement de Henk Arron au nom des soldats et des officiers mutinés. Cela devait leur assurer une certaine popularité. Mais il ne faisait pas de doute que le coup d'Etat militaire avait reçu l'assentiment de l'impérialisme et de certaines forces bourgeoises locales. Les forces de gauche eurent, pour certaines, une attitude prudente dans un premier temps, mais toutes finirent par se rallier aux militaires au pouvoir. L'Union progressiste des ouvriers et paysans (PALU), une formation petite bourgeoise composée de technocrates, acceptera plus tard des postes ministériels, tandis que le Parti du Peuple (VP), dont la direction a été éduquée à l'école stalinienne, scissionnait sur

la question du degré de soutien à accorder au Conseil militaire national (CMN) mis en place par les putschistes.

Même si le Conseil militaire national n'était que toléré par les forces bourgeoises qui avaient soutenu le coup d'Etat et désiraient normaliser le plus rapidement possible la situation, il ne fit rien pour en appeler à la mobilisation des masses populaires. En décrétant au contraire un couvre-feu, en interdisant toute réunion politique et en instaurant la censure parmi ses premières décisions, le CMN montrait bien qu'il n'était nullement disposé à favoriser la mobilisation populaire.

Pourtant, les divisions internes au camp bourgeois étaient un obstacle à la normalisation de la situation. Et, au cours de l'année 1981, des mobilisations populaires eurent lieu, forçant même le gouvernement à relâcher des militaires radicaux qui avaient été inquiétés. C'est ainsi que prit corps la revendication de la mise en place d'un Front révolutionnaire destiné à mobiliser les masses populaires dans le combat anti-impérialiste. Le lieutenant-colonel Desi Bouterse, dirigeant des putschistes de février 1980, en accepta la constitution en novembre 1981, dans l'espoir de pouvoir maîtriser la dynamique qui poussait certains secteurs militaires et populaires à prendre exemple sur un processus à la cubaine. L'adoption d'un programme radical comme base de constitution du Front révolutionnaire finit d'affoler la bourgeoisie et l'impérialisme, qui ne faisaient justement nullement confiance à Desi Bouterse pour contrôler la situation. Dès lors, le courant bourgeois favorable au renversement de l'équipe de Desi Bouterse se renforça.

Parallèlement, la campagne des formations bourgeoises autour de la question des droits démocratiques, rencontrait d'autant plus d'écho que les militaires et le gouvernement prenaient un cours répressif plus accusé. Après toute une série de provocations, de grèves anti-gouvernementales appelées par le syndicat Moederbond alors aligné sur les forces bourgeoises, et face à des menaces de déstabilisation impérialistes, l'équipe de Desi Bouterse réagira de manière violente en réprimant sans grandes distinctions les secteurs oppositionnels, le 8 décembre 1982. Cette attitude laissait le champ libre aux formations bourgeoises pour polariser, autour de leur campagne sur le respect des droits de l'homme, une partie importante du mouvement syndical.

Affaibli par sa politique de refus des mobilisations de masse et ses réactions autoritaristes, l'équipe militaire au pouvoir à Paramaribo est plus isolée que jamais, au moment même où la pression impérialiste se fait sentir sur elle de manière multiforme, qui n'exclut pas un coup de force impérialiste. Les appels tardifs de l'équipe Bouterse à la mobilisation révolutionnaire des masses ont toutes les chances, dans ce cas, de rester peu convaincants. ■

Bert PRINS

C'est en 1975 que la fraction bourgeoise créole dirigée par Henk Arron a remporté les élections et signé la déclaration d'Indépendance avec le Premier ministre social-démocrate néerlandais Joop den Uyl. Les Pays-Bas s'étaient engagés à apporter une aide financière totale équivalant à 800 millions de dollars américains et à construire l'armée du Suri-

nam. Le 25 novembre 1975, la vieille armée coloniale était remplacée par la Surinaamse Krijgsmacht (SKM) forte de 1 000 hommes. Durant une période de cinq années, les Surinamiens étaient autorisés à entrer aux Pays-Bas comme « citoyens néerlandais ». Des dizaines de milliers d'entre eux ont opté pour l'émigration en Europe juste avant l'Indépendance.

L'économie capitaliste du Surinam s'appuie essentiellement sur l'exploitation

de la bauxite utilisée dans la production d'aluminium et sur l'aide économique extérieure. Un rôle secondaire est dévolu à

1. Pour une meilleure compréhension du contexte politique du coup d'Etat de 1980 et des conflits de classes au Surinam, on peut se reporter à l'article d'analyse de Sandew Hira, « Structure sociale et luttes de classes au Surinam », publié dans la revue *Quatrième Internationale*, 3e série, numéro 6, octobre-novembre-décembre 1981.

l'industrie forestière, à la production de riz et de banane, et à la pêche à la crevette. Ces secteurs sont largement dominés par le capital étranger, néerlandais et nord-américain.

Sous le poids de la pénétration capitaliste, depuis les années 1960, les petits paysans et les habitants des régions forestières sont réduits à l'exode rural. Ils constitueront, dans la capitale Paramaribo, une armée de réserve de main-d'œuvre qui n'a que de bien maigres possibilités de trouver du travail. L'émigration et la croissance démesurée de l'appareil d'Etat ont partiellement camouflé l'étendue de ce chômage. Mais au cours de ses cinq années de gouvernement, le régime de Henk Arron (1975-1980) a provoqué une crise sociale et politique sans précédent. Sur le plan économique, cette crise s'est illustrée par une hausse vertigineuse du budget de l'Etat, la destruction de la production agricole et, en conséquence, un accroissement des importations de produits alimentaires. La crise sociale est due au phénomène de déracinement des petits paysans et des habitants des régions forestières, de l'émigration d'un tiers de la population et du chômage. La crise politique est le produit de la lutte intense que se sont livrées les deux fractions bourgeoises pro-impérialistes dominantes, de la fraude électorale, de la corruption, du désespoir de la bourgeoisie autochtone naissante et de la lente croissance de la gauche.

#### LA GREVE DES SOLDATS ET LE COUP D'ETAT DE BOUTERSE

En 1979, les fractions bourgeoises opposées en sont littéralement venues aux mains dans l'enceinte même du Parlement. La majorité favorable à Henk Arron s'est effritée et de nouvelles élections ont été organisées. Au beau milieu de la campagne électorale, le malaise dans l'armée a encore intensifié la crise politique. Des protestations contre la discipline de fer, la mauvaise administration et l'arbitraire ont conduit à une grève du personnel des bases militaires, dirigée par un groupe de sergents. Cette action a rencontré une large sympathie auprès de la population civile.

Diverses fractions bourgeoises ont alors suggéré à Arron d'accepter un compromis. Il refusa, les menaça et adopta une attitude inflexible à l'égard des sergents. De par l'intransigeance de Henk Arron, la situation était en passe d'échapper au contrôle de la bourgeoisie, toutes tendances confondues. La fraction pro-impérialiste opposée à Arron, de même que la bourgeoisie nationaliste, qui se reconnaissait surtout dans les positions du Partij Nationale Republikein (PNR) d'Eddy Bruma, et les puissances impérialistes, n'avaient guère d'autre recours possible que celui du coup d'Etat militaire.

Un seul groupe, dans l'armée, était alors à même de réaliser un tel coup d'Etat, le « groupe des seize » réuni autour du sergent Desi Bouterse. Pourquoi précisément celui-ci ? C'est qu'il possédait des liens très étroits avec le courant natio-

naliste bourgeois du PNR de Bruma qui, en tant que représentant de la bourgeoisie autochtone, pouvait fournir une petite base politique à cette action. Le PNR, qui s'était implanté dans l'armée depuis quelques temps, avait envisagé un coup d'Etat depuis 1978. En outre, il bénéficiait d'une certaine crédibilité au sein du mouvement ouvrier grâce aux liens qu'il avait tissés de longue date avec la Confédération syndicale nationale. Il disposait également d'une certaine tradition anti-impérialiste. Le fait que les dirigeants du PNR aient pris la défense des militaires en grève n'était donc pas dû au simple hasard. Cela leur a permis de présenter la perspective d'un coup d'Etat comme un moyen de défendre les grévistes contre la colère d'Arron.

Tout ceci a convaincu les dirigeants impérialistes de miser sur le sergent Bouterse. Le plan pour le coup d'Etat a été élaboré avec l'aide de la mission militaire néerlandaise (2). Et, le 25 février 1980, le gouvernement Arron était renversé.

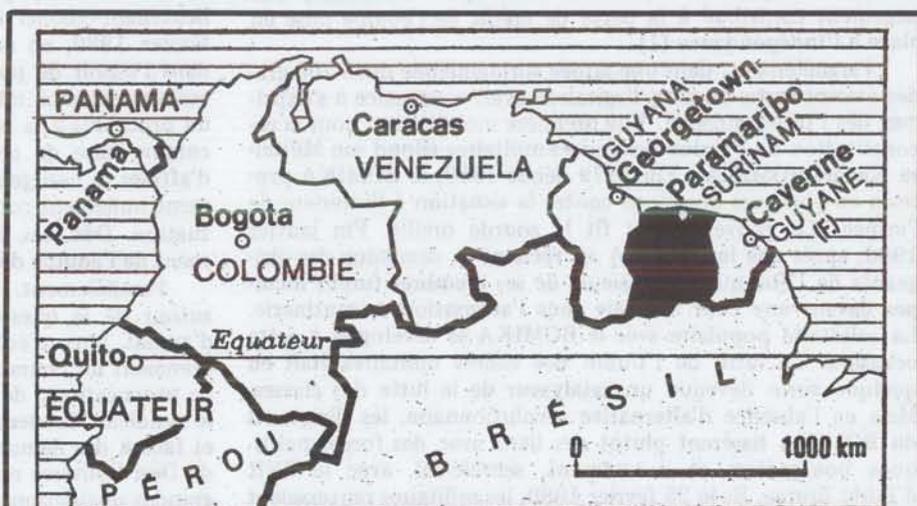
Le plus gros problème auquel la bourgeoisie devait ensuite faire face était de parvenir à stabiliser la situation après le coup d'Etat. Il fallait empêcher les masses populaires d'organiser des manifestations de rue et restituer au plus vite le

pouvoir aux institutions officielles qui avaient subsisté. C'est ainsi que tous les rassemblements furent interdits et le couvre-feu décrété. Des mesures sévères furent introduites contre le pillage et contre toute attitude d'indiscipline de la part des soldats. Des images de personnes fouettées furent diffusées à la télévision. Le président Johan Ferrier, en place depuis l'Indépendance, ne fut pas écarté du pouvoir. Il devint même l'autorité suprême du pays.

Cependant, la stabilisation de la situation ne s'est pas déroulée comme prévu. Quoique le personnel militaire en grève et son syndicat, le BOMIKA, n'aient pris aucune part active dans le coup d'Etat, leur soutien au coup après les faits n'a pas été sans importance.

Le groupe rassemblé autour de Bouterse et le groupe BOMIKA ont tous deux

2. Dans l'article déjà cité, Sandew Hira note à ce propos : « Bouterse, chef du coup et actuellement chef de l'armée, explique dans son autobiographie que les plans avaient été fixés en accord avec la Central Intelligence Agency surinamienne et avec des personnages politiques qu'il ne nomme pas. Etant donné le rôle central joué par les dirigeants du PNR avant et après le coup dans la lutte contre Arron, il est possible qu'il s'agisse de membres de cette formation. »



#### La domination impérialiste au Surinam

Ancienne colonie néerlandaise coincée le long de la côte atlantique de l'Amérique du Sud entre la Guyana, le Brésil et la colonie française de Guyane, le Surinam est devenu formellement indépendant en novembre 1975. Sa population d'environ 350 000 habitants (chiffre de 1980) se répartit en 3 % d'Amérindiens autochtones, une majorité de 38 % d'Hindous, 31 % de Créoles (métis d'origine africaine), 15 % de Javanais, 10 % de Noirs, 2 % de Chinois et 1 % d'Européens. De plus, il y a une forte émigration qui s'est développée, surtout en direction des Pays-Bas, dans les années 1970, et qui représente environ 180 000 personnes, soit un tiers de la population surinamaïenne totale.

Le Surinam est le quatrième exportateur mondial de bauxite. Surtout développée à partir du début du XXe siècle, l'exploitation de la bauxite est toujours aux mains de deux grandes compagnies impérialistes, l'Aluminium Company of America (ALCOA) et la Billiton, filiale de la Royal Dutch néerlandaise. A partir des années 1960, le plan de développement capitaliste s'orientait vers la transformation de la bauxite sur place, avec la création d'une usine d'aluminium à Paramaribo par la SURALCO, société dépendante de l'ALCOA américaine. Avec une capacité de 1 million de tonnes par an, elle se classe parmi les plus grandes fabriques d'aluminium du monde. Dans le domaine agricole, le colonialisme hollandais insista surtout sur la transformation capitaliste de ce secteur avec l'introduction d'une nouvelle variété de riz, de nouvelles méthodes de production, et l'orientation de la production agricole vers les besoins du marché mondial. L'aide financière hollandaise a toujours été très importante.

siégé au Nationale Militaire Raad (Conseil militaire national) mis en place à la suite du coup et toléré par la bourgeoisie. Ce Conseil est dès lors devenu un deuxième centre de pouvoir, aux côtés de la présidence. De plus, il faut garder présent à l'esprit que Bouterse n'a pas simplement cherché à servir les intérêts de l'impérialisme. La bourgeoisie nationale voulait également jouer un rôle actif. Le groupe BOMIKA participant au Conseil militaire national (CMN) a recherché et obtenu le soutien du mouvement ouvrier et paysan. Les dirigeants de divers groupes de gauche ont fait leur entrée au sein de cette instance à titre de « conseillers ». Ces groupes étaient cependant trop divisés et trop faibles pour conduire un gouvernement de gauche au pouvoir. L'élément décisif a été l'incapacité du Conseil militaire national à mobiliser les masses. Bouterse et Ferrier ont fait barrage à toute mesure allant dans ce sens (3).

Un gouvernement composite a été mis sur pied avec le soutien de Johan Ferrier, des Pays-Bas et des Etats-Unis. En plus de trois ministres issus du PNR, un membre de ce parti, le Dr Henk Chin-a-Sen, devenait Premier ministre. Le gouvernement des Pays-Bas a fourni une aide financière pour faciliter certaines réformes et promouvoir ainsi la stabilisation du nouveau régime. Les buts généraux de la bourgeoisie étaient de maintenir les masses dans la passivité, en sapant leur capacité à prendre des initiatives indépendantes, de briser le syndicat dans l'armée (4) et de concentrer au maximum le pouvoir d'Etat tout en concédant une certaine forme de démocratie parlementaire.

A ce jour, ces projets sont restés lettre morte. La crise économique et sociale est toujours d'actualité. Cela a engagé la gauche à prendre de nouvelles initiatives, et les divisions se sont approfondies dans le camp de la bourgeoisie. L'armée n'a toujours pas été véritablement unifiée.

### LES MASSES COMMENCENT A FAIRE ENTENDRE LEUR VOIX

En juillet 1980, l'interdiction de manifester a été massivement remise en cause au cours de la visite du ministre néerlandais de la Coopération, De Koning. Il était venu pour discuter les conditions d'une aide économique. 20 000 personnes sont descendues dans la rue pour réclamer un accord plus avantageux. En août 1980, Bouterse et Chin-a-Sen ont réagi fermement. De retour de Managua où il avait assisté aux cérémonies commémorant la victoire sandiniste, le président du CMN était obligé de démissionner. Les membres du groupe syndical dans le CMN étaient arrêtés, ainsi que certains des organisateurs des manifestations de juillet, accusés d'avoir fomenté un complot de gauche. Dans le même temps, le président Johan Ferrier était contraint de démissionner et était bientôt remplacé à son poste par Chin-a-Sen. Le pouvoir semblait alors fermement dans les mains du courant Bouterse. Le Parlement était fermé, la censure de la presse maintenue, l'activité des partis toujours interdite (5).

Simultanément, la gauche et les fractions bourgeoises pro-impérialistes se trouvaient réduites à l'impuissance. Mais tout cela n'a pas abouti à une stabilisation définitive du régime bourgeois.

Pourtant, dès février 1981, le caractère superficiel de la victoire de la fraction nationaliste bourgeoise devint plus évident. Le démembrement du Conseil militaire national comme centre de pouvoir était remis en question. Les protestations contre les emprisonnements qui frappaient les dirigeants militaires de gauche se faisaient plus nombreuses, y compris au sein de l'armée. La célébration d'« une année de révolution » s'est rapidement transformée en manifestation pour la libération des prisonniers. Desi Bouterse se voyait obligé de céder peu après.

L'année 1981 aura donc été le théâtre d'une montée massive du mouvement de masse. Les revendications ouvrières et étudiantes ont forcé le gouvernement à céder sur certains points. Mais ce processus s'est trouvé bloqué par le sabotage continu de la bourgeoisie pro-impérialiste (compradore). Les restrictions sur les importations, le gel et la garantie de stabilité des prix, les réformes de l'impôt, de l'université, ainsi que la réforme agraire furent suspendues.

A gauche, le mot d'ordre de front révolutionnaire était avancé afin de mobiliser les masses pour réaliser les changements. Quand, en novembre 1981, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour manifester en faveur de la résistance salvadorienne, Chin-a-Sen ne pouvait plus contenir la gauche. Une divergence est alors apparue entre lui et Bouterse.

Bouterse a accepté, fin 1981, la constitution du Front révolutionnaire en faisant de l'état-major militaire la direction du front, espérant ainsi pouvoir le contrôler. Cependant, Bouterse n'a pas pu prévenir l'adoption d'un programme radical qui effrayait les impérialistes et bon nombre de bourgeois nationalistes (6). Chin-a-Sen, par contre, ne croyait pas que Bouterse puisse contrôler le front. Après une critique acerbe du cours « ultra-gauche » dans lequel le pays était engagé, il démissionna de ses responsabilités de Président et de

3. Parmi les groupes les plus influents de la gauche, on peut citer l'Union progressiste des ouvriers et paysans (Progressive Arbeiders en Landbouwers Unie, PALU), le Parti du peuple (Volkspartij, VP) et le Parti révolutionnaire du peuple (Revolutionaire Volkspartij, RVP). Dans l'article de *Quatrième Internationale* déjà cité, Sandew Hira définit la PALU comme « une formation petite bourgeoise de technocrates qui se sont prononcés pour l'autogestion ouvrière. Elle représente une tendance très particulière, sans équivalent à l'échelle internationale. Ses militants prétendent avoir les connaissances techniques suffisantes pour changer la société surinamienne sans qu'il soit nécessaire de mobiliser les ouvriers pour renverser le système capitaliste ». Le VP est défini comme un parti « dont la direction a été éduquée à l'école stalinienne, bien qu'elle ne se rallie pas explicitement à Moscou ». Après le coup d'Etat de 1980, une scission est intervenue dans le VP, donnant naissance au RVP, favorable à un soutien plus important encore au Conseil militaire national et aux institutions issues de la prise de pouvoir par les militaires.

Premier ministre en février 1982. A travers cette démission, c'est une frange significative de la bourgeoisie nationale qui retirait ainsi sa confiance à la direction militaire.

Le courant favorable à un coup d'Etat contre le lieutenant-colonel Bouterse a commencé à rencontrer un plus large écho. Les gouvernements néerlandais et américain, ainsi que des secteurs du courant nationaliste bourgeois liés à Bouterse l'ont bientôt rejoint. La stratégie alors mise en place était sans mystère. Ces secteurs menaient une campagne centrale autour du mot d'ordre exigeant la restauration des droits démocratiques et la convocation d'élections libres. Cette campagne était à même de rencontrer un accueil favorable auprès des masses populaires qui, depuis deux ans, vivaient toujours sous une sorte d'état d'urgence. L'autre aspect de cette stratégie consistait en une agitation contre la gauche, sous couvert d'un soutien à la démocratie contre le cours « totalitariste de gauche » suivi par Bouterse. Ainsi, toutes les informations concernant Cuba, le Nicaragua ou Grenade furent systématiquement bloquées, afin de briser l'influence de la gauche sur les masses. Tout cela se combinait avec des tentatives pour briser le Front révolutionnaire. Cela semblait possible grâce à la complicité des dirigeants syndicaux réactionnaires, et en exploitant les conflits immédiats entre le mouvement de masse et la direction de l'armée. Il était enfin prévu de se débarrasser de Bouterse, soit par un coup d'Etat, soit à la suite d'un accord avec lui.

La réaction bourgeoise a constitué une Alliance pour la démocratie avec la participation de juristes, d'hommes d'affaires, de journalistes, de médecins et de scientifiques.

### TENTATIVE DE COUP D'ETAT ET RENFORCEMENT DE LA REACTION

Le 11 mars 1982, une tentative de coup d'Etat a eu lieu sous la direction du lieutenant Henri Gorre et du lieutenant Surendre Rambocus. Ses auteurs avaient bien sûr obtenu l'assentiment de l'ambas-

4. Ceci pouvait entre autres être obtenu en achetant les dirigeants par des carrières prometteuses. Ainsi, le sergent Desi Bouterse s'est promu au rang de major, le sergent Roy Horb est devenu capitaine et le sergent Abrahams, lié au courant du BOMIKA, a été nommé chef de la Police militaire.

5. Le quotidien français *le Monde* écrit, le 28 novembre 1980, à ce sujet : « Ayant écrasé dans l'œuf un éventuel plan pro-cubain, le gouvernement attend des Occidentaux, et notamment des Pays-Bas, qu'ils apportent une aide indispensable à la relance de l'économie surinamienne. »

6. Dirigé par le lieutenant-colonel Bouterse, le Front révolutionnaire se proclame anti-impérialiste. Il se propose de « réunir toutes les forces patriotiques pour assurer la défense de la révolution du 25 février » et de créer « une société sans oppresseur ni opprimé, dont les moyens de production seront aux mains de la nation » (*le Monde*, 13 mars 1982).

sade des Pays-Bas, qui a eu toutes les peines du monde à masquer son implication dans l'affaire. Mais, de façon inattendue, cette entreprise a tourné court. Une opération contre la gauche avait également été planifiée.

Là encore, Desi Bouterse a refusé de mobiliser les masses contre la tentative de coup d'Etat de droite, allant jusqu'à interdire la célébration de son échec. Le couvre-feu fut imposé. Par contre, les forces réactionnaires ont manifesté, prétextant la mort du principal responsable de la tentative de coup d'Etat pour déchaîner une campagne autour du respect des droits de la personne humaine.

Le résultat a été que même après l'échec de la tentative de coup d'Etat le rapport des forces s'est approfondi en faveur de la réaction. L'Union progressiste des ouvriers et paysans (PALU) perdait ses deux postes dans le gouvernement dirigé par Henri Neyhorst mis en place le 31 mars 1982. L'Alliance pour la démocratie a obtenu le soutien de l'Eglise réformée néerlandaise et du Moederbond (le plus ancien des syndicats, appelé « confédération mère »). Le Front révolutionnaire, lui, s'effondra à la suite du retrait du Moederbond et de conflits entre l'état-major militaire et le mouvement de masse. Le processus de déstabilisation du Surinam s'est accéléré. La Roche, l'agent de la CIA surnommé « le meurtrier du Chili », fut envoyé au Surinam comme homme d'affaire, par Washington. Vers la fin de 1982, la polarisation de classe a atteint un stade extrême. Le blocage de toute mobilisation de masse par la direction militaire offrait de surcroît d'énormes possibilités à la réaction, dont la campagne manipulatrice en faveur de la « démocratie » rencontrait un écho grandissant.

Une série de provocations droitières servirent de prétexte au Moederbond pour appeler à une grève devant prétendument défendre les droits syndicaux. Cette grève fut rapidement dominée par les mots d'ordre favorisés de la réaction en faveur de la « démocratie », mais en fait dirigés contre la gauche. Signalons que cette grève survenait le jour-même de la visite au Surinam du dirigeant de Grenade Maurice Bishop. Environ 15 000 personnes ont manifesté ce jour-là à l'appel de la Confédération syndicale nationale, alors que le meeting de Bishop n'en attirait que 1 500.

Les autres syndicats de travailleurs et le syndicat des paysans parvinrent à empêcher que la grève ne se transforme en coup d'Etat de droite. Ces organisations comprirent que la gauche ne pouvait plus rester passive face à la droite qui manipulait les masses et ils élaborèrent, en novembre 1982, un « plan pour la démocratie ». Ce plan propose la mise en place d'une assemblée des organisations populaires comme organisme suprême du régime. Bouterse a essayé de bloquer le plan des syndicats de gauche, qui ont alors menacé de se mettre en grève.

En décembre 1982, Bouterse s'est donc trouvé acculé. D'un côté, il avait affaire aux plans de déstabilisation de la

droite et au danger d'un coup d'Etat et, de l'autre, à la menace de grève de la gauche. Simultanément, le soutien de ses amis nationalistes bourgeois s'était fortement effrité.

#### LA RÉPRESSION DU 8 DÉCEMBRE 1982

Même si le détail des événements survenus à cette époque n'est pas entièrement connu, il est clair que la direction de l'armée avait décidé de frapper un



Des méthodes militaristes qui ne peuvent emporter l'adhésion des masses. (DR)

grand coup. Elle a lancé son offensive le 8 décembre 1982. Quatorze militaires, des avocats, des hommes d'affaires, le secrétaire général de la Confédération nationale syndicale et celui du Parti communiste pro-albanais furent exécutés. La liberté de la presse fut abolie et le couvre-feu imposé. Les bureaux de la Confédération syndicale nationale furent incendiés.

Ce véritable bain de sang n'avait pas seulement pour but d'enrayer un « complot », comme Bouterse voulait le laisser croire. L'objectif était d'intimider la population dans son ensemble. Désormais, la torture et le meurtre pouvaient étouffer toute velléité de critique (7). Par cette répression, Bouterse a rendu le meilleur des services possibles à la réaction. La campagne manipulatrice pour la « démocratie » et l'hystérie anti-gauche ont redoublé de vigueur.

Plusieurs semaines durant, des rumeurs ont circulé sur la présence de soldats cubains, de bateaux nord-vietnamiens et de conseillers nicaraguayens, tous accusés d'être responsables de ces événements. Même si, depuis lors, ces rumeurs ont été démenties par les faits, elles ont néanmoins fait leur chemin, à tel point qu'elles ont même été reprises par la plus importante des organisations surinamiennes de gauche aux Pays-Bas, la LOSOM maoïste.

Le régime actuel reste toujours ancré dans le nationalisme bourgeois. Cepen-

dant, depuis le 8 décembre dernier, ce courant est très affaibli et ne peut plus compter, comme par le passé, sur le soutien de secteurs de la bourgeoisie pro-impérialiste. En ce moment, l'armée a deux atouts dans son jeu. L'affrontement avec les impérialistes et les fractions bourgeoises pro-impérialistes est utilisé pour gagner le soutien de la population et des Etats non-alignés. L'appel qui leur est fait vise également à compenser l'arrêt de l'aide économique, dont celle du Venezuela (8). Une purge d'envergure est en cours

dans l'appareil d'Etat, dans l'armée, dans l'appareil judiciaire, dans les universités, dans la presse et dans les hautes sphères de l'administration. La fuite de dizaines d'officiers, après le 8 décembre, y a grandement contribué. Ces postes peuvent être maintenant occupés par des personnes prêtes à collaborer avec l'état-major militaire.

Dans les derniers mois, la banquerou-

7. Dick de Bie, proche conseiller du lieutenant-colonel Bouterse et chef du Service national d'information devait déclarer à ce propos : « Nous avons été confrontés à une tentative de déstabilisation alimentée par les critiques de la presse, l'effervescence à l'Université et les revendications salariales exagérées des syndicats. Une loi élémentaire de la société veut que, quand vous avez le pouvoir, vous ne le lâchez pas sans vous battre. » (Le Monde, 12 janvier 1983.)

8. Les réactions impérialistes à la répression du 8 décembre 1982 ont été assez violentes. La Hollande décida de « suspendre » son aide économique annuelle de 90 millions de dollars, tandis que, de son côté, le département d'Etat américain suspendait aussi son « assistance » d'un montant d'un million et demi de dollars. Le Venezuela fit chorus avec les dirigeants impérialistes. José Rodriguez, dirigeant du Parti démocrate-chrétien au pouvoir et membre de la Commission de conseil pour les Affaires étrangères a prétendu que Bouterse était « un fasciste qui a implanté un régime de terreur. (...) Le Venezuela et le Brésil, pays voisins, doivent avoir une politique concertée contre ce régime. »

te de la direction nationaliste bourgeoise au Surinam n'est plus un secret pour personne. Celle-ci a sans cesse bloqué l'initiative des masses quand elles menaçaient de s'engager au-delà des frontières étroites définies par les réformes bourgeoises. De plus, les réformes introduites par Bouterse et Chin-a-Sen ne pouvaient être menées à bien sans une mobilisation de masse ou, du moins, de façon suffisamment efficace pour améliorer durablement le sort des masses opprimées. La faiblesse structurelle de la bourgeoisie nationale, l'approfondissement de la crise économique et l'opération de déstabilisation rendent minimes les résultats obtenus.

### MENACE D'INTERVENTION IMPÉRIALISTE

Il y a donc seulement deux forces susceptibles de reprendre effectivement les choses en main : les impérialistes d'un côté, les masses opprimées sous une direction révolutionnaire, de l'autre. Le danger d'une intervention impérialiste est bien réel. Les dirigeants impérialistes ont le choix entre plusieurs options : le coup d'Etat militaire, l'opération « de sauvetage » ou l'invasion par mercenaires interposés. Les trois scénarios sont déjà très au point et peuvent être rapidement mis en pratique.

Par contre, les forces révolutionnaires au Surinam sont encore très faibles. Il n'existe pas d'unité réelle entre le mouvement ouvrier et celui des paysans. Le pays compte quatre confédérations syndicales et un syndicat paysan de gauche. Depuis 1980, les partis politiques de gauche ont vu leurs divisions s'accroître. Deux de ces partis, l'Union progressiste des ouvriers et paysans (PALU) et le Parti révolutionnaire du peuple (RVP) ont répondu aux avances de Bouterse après 1980, et ont été depuis intégrés à l'appareil d'Etat. Ils manifestent des déviations ultra-gauches (ils parlent de « révolution l'arme au poing »). Le Parti communiste pro-albanais du Surinam est très petit, sectaire et anti-cubain. Un autre parti, le Parti populaire (VP), a été incapable de se relever de la crise qu'il traverse depuis la scission du RVP en 1980.

Ainsi, la tâche principale des révolutionnaires reste-t-elle d'intervenir au sein du mouvement de masse pour forger l'unité dans l'action et construire une direction révolutionnaire.

Depuis le 8 décembre, les révolutionnaires doivent concentrer leurs efforts sur les mots d'ordre appelant à l'instauration des droits démocratiques et à l'éviction de Bouterse. Il est en même temps nécessaire de lutter contre l'intervention impérialiste et la campagne hystérique contre la gauche. En dehors du pays, la tâche principale est la solidarité avec le mouvement de masse au Surinam et la lutte contre les menaces d'intervention impérialiste. Elle confère des responsabilités toutes particulières aux révolutionnaires néerlandais et américains. ■

Bert PRINS  
Amsterdam, janvier 1983.

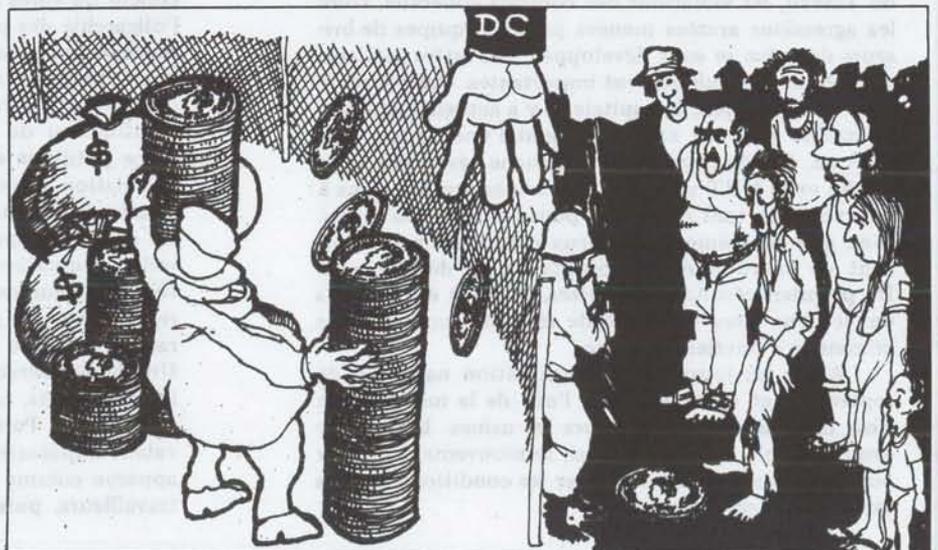
# La riposte du mouvement ouvrier à la crise

## Derrière le miracle pétrolier, les émeutes de la faim

**A**U début de l'année 1981 on pouvait encore lire, dans la presse spécialisée, des appréciations extrêmement positives de la situation économique équatorienne qui ne laissaient nullement présager l'éclatement, un an et demi plus tard, de véritables émeutes de la faim dans tout le pays et l'installation de l'état d'urgence le 20 octobre 1982. L'une de ces présentations avantageuses précisait que la « simple lecture des indicateurs économiques essentiels montre, sans aucun doute possible, que la situation générale n'est pas mauvaise : une balance commerciale en excédent (...) et qui le reste encore en 1980, une balance des paiements elle aussi en excédent (300 millions de dollars en 1978), une croissance soutenue du produit intérieur brut (PIB) (l'une des meilleures d'Amérique latine), des réserves de change en progrès constant (elles atteignaient 766,8 millions de dollars fin 1979), une inflation contenue (de 10 à 15 % suivant les années depuis 1976), une monnaie dont la valeur n'a pas sensiblement varié en cinq ans (25 sucres pour un dollar au marché libre) (1) ». Encore fallait-il ajouter à cette description le retour du régime équatorien à une forme civile de gouvernement par l'élection, en avril 1979, du président Jaime Roldos, il est vrai après un long accouchement, puisque les résultats du premier tour des présidentielles qui ont eu lieu en juillet 1978 ne furent proclamés qu'au mois de décembre de la même année, et que le second tour ne fut convoqué que l'année suivante ...

Pourtant, les contradictions de cette situation économique en apparence bénéfique résidaient bien évidemment dans le fait qu'elle était essentiellement fondée sur les ressources tirées de l'exploitation du pétrole. En 1979, celles-ci représentaient l'équivalent de 60 % des recettes d'exportation et 14,5 % du PIB, contre seulement 3 % en 1972. L'économie était donc très dépendante des fluctuations du marché mondial. D'autre part, la politique économique gouvernementale va être fondée sur un sérieux endettement. Dès 1980, le service de la dette extérieure représente 40 % du budget, soit environ 800 millions de dollars. Il faut y ajouter les 80 millions de dollars, soit 3,5 % du budget, dépensés lors des affrontements frontaliers avec le Pérou au début 1981 (2). Des luttes ouvrières dures pour obtenir des augmentations salariales et arracher une meilleure répartition de la manne pétrolière ont par ailleurs eu lieu. Ces éléments forment le contexte dans lequel se situent à la fois les diverses propositions gouvernementales visant à faire payer les plus démunis, et les réactions ouvrières et populaires qui se sont exprimées à travers plusieurs grèves et actions d'envergure nationale.

L'article du camarade du Mouvement révolutionnaire des travailleurs (MRT), organisation sympathisante de la IVE Internationale en Equateur, que nous publions ci-après, traite des dernières en date de ces mobilisations ouvrières, celles de la fin de l'année 1982, du rôle du Front uni des travailleurs (FUT) (3) dans leurs organisations et des perspectives de mobilisation pour l'année qui s'ouvre.



La cinquième grève nationale, du 22 septembre 1982, et la mobilisation nationale (*paro nacional*) du 21 octobre 1982, ont marqué un saut qualitatif dans les luttes du mouvement ouvrier équatorien. Le FUT est apparu à cette occasion comme la véritable avant-garde des exploités du pays. Le mouvement ouvrier a ainsi conquis un rôle politique important en tant qu'expression d'une force sociale dont le gouvernement doit tenir compte à l'heure de ses décisions économiques et politiques.

Ces deux échéances ouvrières ont été l'aboutissement d'un processus qui a transformé les rapports de forces dans la société équatorienne. Auparavant, les principales décisions concernant le pays étaient prises en fonction des seuls conflits inter-bourgeois et des seuls intérêts de la fraction de la classe dominante qui se trouvait conjonctuellement au pouvoir. Maintenant, les réactions du mouvement ouvrier doivent aussi entrer en ligne de compte. Il s'agit, toutefois, d'une situation qui pourrait s'avérer momentanée si l'unité syndicale n'était pas renforcée et élargie, et si le mouvement ouvrier

ne réussissait pas à construire une alternative politique.

## LES EFFETS DE LA CRISE

Les événements de septembre-octobre 1982 ont constitué la réponse de la classe ouvrière à la crise.

Pendant la période de la dictature militaire (1972-1979), puis à l'époque du gouvernement de Jaime Roldos, et ensuite sous son successeur, Oswaldo Hurtado (4), la politique économique officielle a toujours été orientée vers une industria-

lisation comportant une aide massive de l'Etat au secteur privé et en même temps une ouverture considérable aux monopoles internationaux. Les fonds destinés à l'aide au secteur privé proviennent avant tout des ressources tirées de l'exportation du pétrole, de l'exportation de produits agricoles traditionnels (bananes, cacao, café) et, en deuxième lieu, d'un endettement extérieur consécutif à une politique d'emprunts garantis par la production pétrolière (5).

Il est facile de comprendre quelles ont été les répercussions de la crise mon-

1. Yves Saint-Geours, « Equateur : retour à la démocratie, décollage économique », *Problèmes d'Amérique latine*, numéro 4609-4610, 10 mars 1981, la Documentation française, Paris.

2. En janvier et février 1981, des affrontements frontaliers suscités par des questions de délimitation de frontières ont opposé les armées péruvienne et équatorienne.

3. Le Front uni des travailleurs (Frente Unitario de los Trabajadores, FUT), regroupe les trois principales centrales syndicales du pays : la Confédération des travailleurs de l'Equateur (CTE) dirigée par le PCE, la Confédération équatorienne des organisations syndicales libres (CEOSL), et la Confédération équatorienne des organisations de classe (CEDOC), assez proche de la démocratie chrétienne. Ces trois centrales sont respectivement en rapport, au niveau international, avec la Fédération syn-

dicale mondiale (FSM), la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et la Confédération mondiale du travail (CMT). Mais, à la différence de ces trois regroupements internationaux, les centrales équatoriennes maintiennent une orientation de type « classiste ».

4. Elu en avril 1979 à la présidence de l'Etat avec le soutien de l'organisation bourgeoise traditionnelle dénommée Concentration des forces populaires (CFP) dirigée par Assad Bucaram, le Président Jaime Roldos trouva la mort dans un étrange accident d'avion, le 24 mai 1981. Le vice-président Oswaldo Hurtado lui succédera alors à la présidence de la République.

5. Entre 1979 et 1982, les exportations de pétrole représentaient environ 54 % du total des exportations du pays, tandis que les exportations de produits agricoles représentaient environ 27 % du total des exportations.

## Les perspectives du Mouvement révolutionnaire des travailleurs (MRT)

Le Mouvement révolutionnaire des travailleurs (MRT), organisation sympathisante de la IVe Internationale en Equateur, développe actuellement son intervention dans le mouvement ouvrier autour de trois axes essentiels :

— Coordination entre les syndicats en lutte : au cours de la dernière période, les faillites frauduleuses, les licenciements illégaux couverts par le ministère du Travail, les violations des contrats collectifs, voire les agressions armées menées par des équipes de briseurs de grève se sont développés. Les luttes grévistes sont donc particulièrement importantes. Dans la seule ville de Guayaquil, la capitale, il y a actuellement une quinzaine d'usines en grève, dont l'une depuis plus d'un an. Le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) et le MRT sont les deux seules organisations à intervenir en tant que telles pour soutenir ces luttes. Bien que séparément, ces deux organisations s'efforcent de coordonner les conflits qui se développent. De premiers résultats, modestes, ont déjà été obtenus en ce sens sous la forme de meetings ou de tracts communs d'ouvriers en grève.

Après les journées de mobilisation nationale de septembre et octobre 1982, l'axe de la mobilisation s'est de nouveau déplacé vers les usines. Il est donc essentiel qu'à ce niveau aussi, le mouvement ouvrier consolide ses acquis pour créer les conditions les plus favorables à ses luttes.

— Campagne pour la Centrale unique des travailleurs (CUT) : il y a plus d'un an, le MRT s'est engagé dans cette campagne, qui a rencontré un écho favorable parmi les secteurs ouvriers avec lesquels il était en contact. Ainsi, un certain nombre de fédérations syndicales régionales se sont-elles adressées au Front uni des travailleurs (FUT, regroupement des trois centrales syndicales du pays), pour réclamer que soit entamé le processus de construction d'une centrale unique des travailleurs. Le MRT estime qu'il est possible d'avancer vers la constitution, dans certains syndicats, de groupes ouvriers de discussion pour la création de la CUT. En même temps, le MRT a proposé au FUT de constituer une commission de responsables syndicaux pour élaborer des propositions pour stimuler la création de la CUT.

— Campagne pour un Parti des travailleurs (PT) : cette campagne a été impulsée par le MRT à partir de janvier 1981 sur la base de deux considérations. En premier lieu, analysant le comportement des masses populaires dans les années 1979-1980, le MRT en a conclu qu'après la fin de la période de domination de l'oligarchie des propriétaires terriens — dont les représentants les plus significatifs, comme José Maria Velasco Ibarra et Assad Bucaram, dirigeant de la Concentration des forces populaires (CFP) avaient réussi à influencer de larges couches populaires —, aucune force politique susceptible de gagner le soutien de la population n'était apparue dans le pays. Les élections locales de décembre 1980 ont clairement indiqué que les couches populaires étaient à la recherche de nouvelles alternatives politiques. Ainsi ont-elles voté plutôt en faveur des partis politiques qui n'étaient pas représentés au gouvernement. C'est ainsi le Front radical alfariste (FLA) et la Démocratie populaire - Union démocrate chrétienne qui ont obtenu les meilleurs résultats, tandis que s'effondraient l'électorat de la CFP, du Parti libéral radical et du Parti conservateur équatorien. Par ailleurs, la gauche n'était pas apparue comme une alternative crédible aux yeux des travailleurs, puisque le front électoral du Parti com-

diale sur une telle structure économique entièrement dépendante de l'évolution du commerce extérieur. En 1982, par exemple, l'exportation du pétrole a baissé de 17 % par rapport à 1981, celle des matières premières de 7 % et celle des produits industriels de 23 %. Les exportations dans leur ensemble ont diminué de 10 %. Par ailleurs, les réserves monétaires ont diminué de 13 % à la suite aussi bien des paiements de la dette extérieure et des importations que de la baisse des exportations et des investissements étrangers. Pour le produit intérieur brut (PIB), qui avait augmenté de 5,8 % en 1979, de 4,6 % en 1980 et de 4 % en 1981, le gouvernement n'espère aujourd'hui qu'une croissance de 3 à 3,5 % pour 1982. Quant au déficit fiscal, il aura été, en 1982, l'équivalent de 20 % du budget, et il ne pourra pas être compensé par un nouvel endettement extérieur. En effet, dès le mois de septembre dernier, le gouvernement a été obligé de s'adresser à ses créanciers pour renégocier sa dette et il a dû faire appel au Fonds monétaire international (FMI).

L'aide étatique au secteur privé a donc été réduite. Cela a eu des répercussions assez sérieuses, sous forme, par exemple, de faillites d'entreprises de préparation du cacao. En 1979, ce secteur

assurait 43 % des exportations de produits industriels et 11 % du total des exportations, occupant ainsi la troisième place derrière le pétrole (47 %) et le café (12 %).

Pour financer ce déficit et continuer à subventionner le secteur privé, le gouvernement s'est efforcé de trouver de nouvelles ressources financières en adoptant une politique de libéralisation des prix des produits de consommation courante et en augmentant les impôts. Cela a provoqué une croissance de l'inflation : 10 % en 1979, 13 % en 1980, 16 % en 1981, plus de 20 % en 1982. Le salaire minimum vital, qui était fixé en janvier 1979 à 4 000 sucres, n'atteignait en réalité que moins de 3 000 sucres à la fin de 1981 (environ 840 FF), soit une baisse de 27 % suivant les statistiques officielles (6).

En ce qui concerne les prix, l'essence de meilleure qualité est passée de 4,65 sucres à 15 sucres en 1981, et à 40 sucres l'année passée. La monnaie nationale, le sucre, a été dévaluée en septembre 1982 (le taux de change, qui était auparavant de 25 sucres pour un dollar est passé à 33 sucres pour un dollar). On estime qu'à la suite de ces mesures, le salaire réel a diminué de 56 % par rapport à 1980 (7).

Depuis l'avènement du gouvernement de Jaime Roldos en avril 1979, et ensuite sous le gouvernement d'Oswaldo Hurtado, le mouvement ouvrier et populaire a riposté aux agressions du gouvernement et de la bourgeoisie. La première manifestation de protestation contre l'augmentation des prix des produits alimentaires a eu lieu à Quito en janvier 1980, cinq mois après l'arrivée de Jaime Roldos au pouvoir. La répression a été très dure et deux étudiants ont été assassinés par la police.

## LA RIPOSTE DU MOUVEMENT OUVRIER

Depuis lors, les manifestations de protestation ont été constantes. Elles ont atteint leur point culminant lors de trois grèves et d'une mobilisation nationale (*paro nacional*). La troisième grève nationale a eu lieu le 13 mai 1981, après que Roldos, sous prétexte de la guerre avec le Pérou, ait décidé d'augmenter le prix des

6. Au taux de l'époque (25 sucres pour un dollar américain), un salaire de 4 000 sucres équivalait à 160 dollars et le salaire réel de 3 000 sucres à environ 120 dollars.

7. Avec un taux d'inflation de 20 % et compte-tenu du nouveau taux de change, le salaire réel pour la fin 1982 s'approchait des 2 400 sucres par mois. Une autre dévaluation de 27 % a eu lieu le 19 mars 1983.

muniste équatorien, l'Union démocratique populaire (UDP), perdait son statut légal en ne dépassant pas la barre des 5 % de votes.

La situation générale était donc caractérisée par l'existence contradictoire d'un espace politique à arracher à la bourgeoisie avec, d'une part, la possibilité de lancer une organisation politique rassemblant de larges couches laborieuses et populaires et, d'autre part, un niveau de conscience politique des masses peu élevé les éloignant d'autant des alternatives actuellement représentées par les formations de gauche. C'est dans ce contexte que le MRT a avancé la perspective d'un parti des travailleurs susceptible de faire progresser l'organisation politique indépendante des travailleurs.

Pour mener à bien une telle campagne, le MRT a estimé qu'il était indispensable de tisser des rapports avec d'autres organisations de gauche dans le but de réaliser un minimum d'unité pour faire avancer les discussions et stimuler les actions ouvrières unitaires. Dans ce cadre, les alliés potentiels du MRT étaient le Parti socialiste révolutionnaire équatorien (PSRE) et le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) (1). Le PSRE avait en effet lancé l'idée d'un front d'unité socialiste ouvert à toute la gauche, sauf au Parti communiste, dans l'espoir d'attirer des secteurs de ce qu'on appelle la « gauche socialiste » et de créer un pôle alternatif au PC. Mais il s'agissait-là d'une perspective illusoire, dans la mesure où cette « gauche socialiste » est carrément pro-réformiste et privilégie l'unité avec le PC. Or, contrairement aux espoirs du MRT, le PSRE n'a pas tiré les leçons de cette expérience en s'orientant vers une convergence PSRE-MRT-MIR. Sa direction se préoccupait en effet surtout d'établir des rapports avec les partis communistes des pays « socialistes », ce qui allait à l'encontre de toute alliance avec une organisation trotskyste.

En outre, la plupart des partis de gauche se présentent déjà aux élections de 1984 et sont à la recherche d'alliances. Les deux principales forces de la gau-

che, le PSRE et le PC, s'efforcent, chacune pour leur propre compte, d'obtenir leur reconnaissance légale pour pouvoir apparaître comme l'axe de polarisation de toute la gauche. Le PCE voudrait qu'on rétablisse la légalité de l'UDP, passée sous la barre des 5 % aux dernières élections, et le PSRE tente de se « réunifier » avec le vieux Parti socialiste qui avait obtenu sa reconnaissance légale et l'avait ensuite perdue en passant, lui aussi, sous la barre des 5 % lors des élections de juillet 1978. Mais tous deux agissent dans un esprit purement électoraliste, sans avoir aucunement recours à la mobilisation des masses. Ces deux formations connaissent néanmoins des difficultés internes : dans le PC se multiplient conflits et exclusions ; dans le PSRE existe un sentiment de malaise, notamment parmi les jeunes.

D'autre part, face aux événements de l'automne 1982, des secteurs de l'avant-garde ouvrière ont pris conscience de la nécessité d'une alternative politique et, dans certains cas, se sont intéressés à l'idée d'un parti des travailleurs. Le MRT se fixe comme objectif de s'adresser à ces secteurs dans sa propagande pour le PT. ■

R. L.

1. Le Parti socialiste révolutionnaire équatorien (PSRE) a été fondé dans les années 1960 à la suite d'une scission du Parti socialiste équatorien (PSE). Il maintient des divergences importantes avec les réformistes et proclame la nécessité et la possibilité d'une révolution socialiste en Equateur. La même chose vaut pour le MIR. Dans une interview à la *Nouvelle revue internationale* (numéro 291, novembre 1982), porte-parole international du courant stalinien pro-Moscou, un dirigeant du PSRE affirmait : « Nous estimons, pour notre part, que ni les structures sociales des pays concernés ni leur situation économique et politique ne laissent supposer l'existence d'une bourgeoisie révolutionnaire, patriotique et anti-impérialiste. Dans la plupart des pays du continent, le capital détient tout le pouvoir ; en conséquence, le processus révolutionnaire latino-américain s'oriente vers le socialisme. Si l'on combattait pour le socialisme sous la direction de la bourgeoisie, le résultat en serait, comme cela a été très bien formulé par Ernesto "Che" Guevara, une caricature de révolution. »

combustibles. La grève n'a eu lieu que trois mois après cette augmentation, car les bureaucraties syndicales, qui avaient accepté l'« union sacrée » durant les affrontements avec le Pérou, voulaient maintenir le dialogue avec le gouvernement. C'est la pression des masses populaires, qui s'était notamment exprimée à l'occasion des manifestations du 1er mai, qui est à l'origine de cette troisième grève nationale. La participation du secteur des transporteurs à cette grève a entraîné la paralysie du pays, provoquant un sentiment de victoire alors même que les revendications avancées n'ont pas été obtenues.

Le 9 décembre 1981 a eu lieu la quatrième grève nationale pour protester contre l'augmentation du prix du sucre décidée par le gouvernement en septembre. Encore une fois, c'est la politique conciliatrice de la bureaucratie syndicale qui a retardé la riposte. Et ce fut la pression de la base qui imposa la décision, en exigeant la convocation du premier congrès national du FUT avec participation de délégués de base. Le secteur des transports ne s'étant pas associé à cette nouvelle grève, l'activité du pays n'a donc pas été paralysée. C'est pourquoi la grève est apparue cette fois-ci comme une défaite. Toutefois, il est important de souligner que, pour la première fois, la classe ouvrière décidait d'effectuer une grève nationale à elle seule et réussissait à bloquer complètement l'activité industrielle et de services du pays. D'autre part, ce sont les secteurs de base des syndicats qui ont imposé un mécanisme leur permettant de prendre eux-mêmes les décisions. Ainsi, ces mobilisations ont-elles eu d'importantes répercussions dans le mouvement syndical. D'une part, en 1982, les congrès de la CTE et de la CEDOC ont chassé de leur direction deux des plus vieux bureaucrates syndicaux du pays et élu de nouveaux dirigeants. De l'autre, à partir de la Ire Convention du FUT, toutes les décisions importantes seront prises par cet organisme. Jusqu'à maintenant, six conventions nationales ont eu lieu. Bien que leur mécanisme de fonctionnement reste assez formel, cela illustre l'exigence des militants de base de participer aux décisions et de ne plus les laisser aux mains de trois dirigeants.

Cette expérience et les progrès organisationnels accomplis vont donner à la cinquième grève nationale des caractéristiques assez différentes des grèves précédentes. Elle eut lieu le 21 septembre 1982, quelques semaines seulement après la dévaluation du sucre. Alors qu'auparavant les revendications étaient surtout défensives (abolition des mesures adoptées par le gouvernement plusieurs mois auparavant), cette fois-ci l'accent est mis sur des revendications offensives : augmentation générale des salaires, cinq années de stabilité de l'emploi et étatisation des transports publics (en plus d'autres objectifs inclus dans la plate-forme du FUT).

La grève dura 48 heures au lieu des 24 heures habituelles. Malgré la non-participation des transporteurs, la classe

ouvrière, en collaboration avec des secteurs paysans, a réussi à paralyser le trafic dans tout le pays, avec des barricades dans les villes et sur les routes. En même temps, des formes spécifiques de lutte ont été adoptées, parmi lesquelles une coordination entre des usines de la même zone et un comité de grève à Guayaquil nommé dans une assemblée provinciale du FUT.

Quelques jours après la grève, le Président Hurtado a annoncé de nouvelles mesures et notamment une augmentation du prix des combustibles et des transports publics. Parallèlement, il a soumis à la Chambre des représentants trois projets de loi portant sur des augmentations de salaires, la fixation du minimum vital à 4 800 sucres, le remboursement du prix des transports par les employeurs et la stabilité de l'emploi pour deux ans.

La riposte populaire contre l'augmentation des prix des combustibles et des transports ne s'est pas faite attendre. Elle a été spontanée et au niveau du pays tout entier. Le FUT a lancé un appel à une mobilisation nationale pour le 21 octobre 1982, et à des mobilisations préparatoires dans les jours précédents. Le 21 octobre, le pays fut totalement paralysé. Pour le FUT, cela représenta une grande victoire : tous les secteurs en lutte contre les mesures du gouvernement s'étaient mobilisés pour la date qu'il avait fixée.

Après cette mobilisation, la Chambre des représentants approuva les projets de loi proposés par le gouvernement. Et ce dernier décida de limiter l'augmentation du prix de l'essence ordinaire. Le mouvement ouvrier n'avait pas atteint tous ses objectifs, mais, contrairement à ce qui s'était passé à la suite des autres grèves, il avait tout de même arraché quelques concessions au gouvernement.

#### UNE GRAVE ERREUR : L'APPEL A LA GREVE ILLIMITÉE

Il était maintenant nécessaire de trouver le moyen de continuer la lutte. Une sérieuse erreur fut alors commise sous la forme d'un appel à une grève illimitée, alors que les conditions pour une telle action n'étaient pas réunies. La responsabilité en incombait directement aux formations majoritaires de gauche et à certains dirigeants syndicaux, qui ont imposé, lors de la cinquième convention du FUT, le mot d'ordre de grève générale pour le 8 novembre.

Or, les conditions n'en étaient pas réunies. Tout d'abord, les travailleurs n'étaient pas disposés à l'accepter. La mobilisation du 21 octobre avait impliqué l'effort maximum dans le contexte donné. Il y avait même des signes d'essoufflement et les ouvriers étaient, par ailleurs, assez satisfaits des résultats partiels qu'ils avaient obtenus. En deuxième lieu, une grève générale illimitée ne pouvait pas être entreprise seulement par la classe ouvrière. On ne pouvait pas compter avec une nouvelle explosion spontanée et le FUT n'avait pas une influence organisationnelle suffisante dans les autres couches

exploitées pour être capable d'organiser à lui tout seul ce mouvement d'envergure. Finalement, une grève générale illimitée met à l'ordre du jour la question du pouvoir, celle de l'alternative d'un gouvernement ouvrier et paysan. Or, une telle perspective est loin d'être comprise actuellement par la masse des travailleurs et il n'existe aucune organisation politique pour avancer cette alternative comme une issue crédible à la grève nationale illimitée.

Le 6 novembre eut lieu une convention extraordinaire du FUT, qui décida d'annuler l'appel à la grève. On s'était rendu compte que les travailleurs n'y auraient pas répondu. A la suite de l'erreur que représentait l'appel à la grève générale illimitée dans ces conditions, les militants ont commencé à perdre une partie de leur confiance dans la direction du FUT. L'unité du FUT au sommet a été sérieusement ébranlée par des conflits entre les partis de gauche. La méfiance des ouvriers envers certaines organisations de la gauche s'accroissait.

En revanche, des perspectives nouvelles ont commencé à s'esquisser sur le terrain de l'organisation des travailleurs dans une centrale syndicale unique. Aujourd'hui, une grande partie de la classe ouvrière ainsi que des congrès syndicaux provinciaux en discutent et, dans certains cas, la formation d'une centrale unique des travailleurs est devenu le mot d'ordre principal de ces congrès.

Finalement, l'acquiès le plus important de toute cette dernière période réside dans le fait que le mouvement ouvrier est apparu comme l'avant-garde de tous les secteurs exploités et comme une force sociale dont le pouvoir doit tenir compte.

Puisque la crise économique tend à s'aggraver, 1983 sera une année de luttes dures. On l'a déjà vu dès le début janvier 1983. Dans le but de réduire le déficit budgétaire de l'année à venir, la Chambre des représentants a décidé de réduire substantiellement les rémunérations des fonctionnaires. Le Président Hurtado aurait dû approuver cette mesure qui, entre autres, avait été votée par les députés démocrates-chrétiens. Mais avant même que le Président ne se prononce, les fonctionnaires décidaient d'arrêter toute activité. Après quelques jours, la Chambre elle-même décidait de réviser son projet initial (8).

Toutefois, ce n'était que la première escarmouche de l'année. Les organisations patronales exercent une pression de plus en plus forte, et le gouvernement cherche désespérément le moyen de satisfaire leurs demandes. Il faut donc s'attendre à ce que de nouvelles mesures anti-ouvrières soient adoptées. ■

Rafaël LAVAYEN  
Guayaquil, janvier 1983.

8. Le 4 janvier 1983 en effet, 200 000 employés du secteur public ont mené une « grève préventive » de 24 heures pour protester contre le projet de réduction de 40 % des primes et contre le blocage des salaires du secteur public jusqu'en 1984.

## POLOGNE

### Liberté pour Anna Walentynowicz

Une nouvelle fois, la junte du général Jaruzelski s'acharne sur Anna Walentynowicz, une des fondatrices de Solidarité et, sans doute — après Lech Walesa — la personne qui symbolise le mieux la grande grève de Gdansk d'août 1980.

Conductrice de grue au chantier naval Lénine de Gdansk, Anna Walentynowicz, âgée aujourd'hui de 53 ans, fut longtemps une travailleuse modèle. Ses déboires avec la bureaucratie commencent lorsque, élue au syndicat officiel, elle s'entête à vouloir faire prendre en compte par celui-ci les conditions de vie et de travail de ses camarades. S'opposant courageusement, tant à l'appareil du syndicat unique qu'à la direction du chantier, elle sera, à plusieurs reprises, sanctionnée et mutée d'autorité. Cette expérience et un dévouement exceptionnel à la cause des travailleurs la conduiront au Comité constitutif des syndicats libres du littoral balte, fondé en 1978 par les militants qui diffusaient le journal *Robotnik*. En août 1980, c'est son licenciement du chantier naval qui sera l'étincelle provoquant le début de la grève qui imposa le droit syndical en Pologne. Membre du Comité de grève interentreprises de Gdansk, elle sera tout naturellement fondatrice de Solidarité et l'une des figures de proue du syndicat, au sein duquel elle se fit le porte-parole des revendications des femmes travailleuses.

Son expérience vécue, ainsi que son sens profond de l'équité, l'ont très rapidement conduite à s'opposer frontalement à la conduite de Lech Walesa, qu'elle qualifiait de tacticienne. Mais Anna Walentynowicz n'était pas porteuse d'une autre orientation pour le syndicat. Refusant tout compromis dans son propre comportement, profondément attachée à un code moral qu'elle s'imposait et qui lui donnait les forces nécessaires pour faire face à toute situation désespérée, Anna Walentynowicz avait tout naturellement refusé d'accepter les compromis passés par le syndicat. Interrogée sur ses positions, elle aimait à répéter : « *Il faut aller jusqu'au bout, jusqu'à ce que toutes nos revendications soient acceptées, ... dans chaque grève, ... et adienne que pourra.* »

Internée en décembre 1981, libérée en juillet de l'année suivante, puis arrêtée à nouveau et présentée devant une commission de psychiatres chargée de la déclarer « folle » (ce que les psychiatres

se sont d'ailleurs refusés à faire), Anna Walentynowicz connaît à nouveau la prison. Lors de l'ouverture de son procès, le 9 mars dernier à Grudziadz (la bureaucratie craint en effet de la juger à Gdansk), elle se montra une nouvelle fois égale à elle-même, refusant en bloc l'acte d'accusation et niant aux juges le droit de la juger.

Les 13 et 14 mars à Gdansk, des centaines de personnes ont manifesté devant le chantier Lénine avec, comme mot d'ordre unanimement repris : « *Libérez Anna !* » Celle que tous les militants de Solidarité appelaient respectueusement « Madame Anna » continue, par-delà les barreaux de la prison où les généraux-bureaucrates l'ont enfermée, à être au centre des mobilisations antibureaucratiques.

## DANEMARK

### La longue grève des dockers

En septembre 1982, le gouvernement de droite de Moul Schlüter s'installait au pouvoir à la suite d'un retournement d'alliances parlementaires par lequel le gouvernement minoritaire social-démocrate de Anker Jorgensen passait les rênes du pouvoir à deux partis bourgeois pour qu'ils appliquent une politique d'austérité. Dès le début, il fut évident que les sociaux-démocrates ne feraient rien contre ce gouvernement. En effet, s'ils avaient mis toutes leurs forces derrière les mobilisations ouvrières qui s'étaient déclenchées en octobre 1982, ils auraient pu contraindre le gouvernement à convoquer des élections anticipées qu'ils auraient eu toutes les chances de remporter. Par ailleurs, les sociaux-démocrates n'ont laissé planer aucun doute sur leur passivité concernant la question du déploiement des missiles nucléaires au Danemark. Lors d'un vote qui eut lieu le 7 décembre 1982 au Parlement, face à une motion réclamant l'arrêt du soutien à l'OTAN, ils ont proposé une formulation plus confuse qui fut appuyée par tous les partis bourgeois et empêcha de mettre le gouvernement de droite en minorité sur cette question.

Mais c'est lors des actions de protestation sociale contre la politique du nouveau gouvernement que le caractère réformiste de l'orientation des formations ouvrières majoritaires est apparu le plus clairement. La politique gouvernementale en matière sociale a consisté à attaquer le niveau de vie des travailleurs et à réduire la couverture sociale, notamment en

matière de chômage. Ainsi les dockers, qui ne sont employés que sur une base temporaire, ne travaillent que deux à trois jours par semaine, touchant le reste du temps une indemnité de chômage. L'une des toutes premières décisions gouvernementales aura été de réduire cette indemnité de 20 %, ce qui représente une importante perte annuelle de salaire. D'autres mesures de ce genre visent aussi les travailleurs du bâtiment et les marins-pêcheurs. De même, les travailleurs mis en chômage technique à cause des intempéries ne recevront aucune indemnité pendant les trois premiers jours d'arrêt de travail. Il y a déjà 30 000 chômeurs dans le pays, ce qui représente 12 % de la population active. L'annonce de ces premières mesures d'austérité a provoqué l'un des plus puissants mouvements de protestation qu'ait connus le pays depuis longtemps. Le 8 octobre 1982, 50 000 personnes se sont massées devant le Parlement et, le 13 octobre, les manifestations convoquées dans l'ensemble du pays ont rassemblé quelque 120 000 personnes, dont 80 000 dans la capitale, Copenhague. Pour un pays d'un peu plus de 5 millions d'habitants, ces manifestations sont gigantesques. Ce mouvement de protestation a commencé de façon spontanée au niveau de la base. Les grandes organisations politiques et syndicales des travailleurs ne l'ont nullement encouragé. Les syndicats et les groupes de délégués d'atelier ont organisé les mobilisations en dehors des heures de travail, refusant ainsi d'utiliser l'arme de la grève. Après cela, les actions ont diminué d'intensité. La dernière manifestation importante à Copenhague ne réunissait plus que 30 000 personnes, le 25 octobre 1982.

La grève des dockers qui s'est déclenchée ensuite, à la fin de l'année 1982, a néanmoins constitué le prolongement et l'approfondissement de cette vague de protestation. Les six semaines de cette lutte ont mis en lumière, d'une façon assez spectaculaire, la confrontation de classes en cours au Danemark. Une illustration en est l'utilisation massive des forces de répression et de briseurs de grève contre les travailleurs, ce qui aurait été impensable dans ce pays avant l'approfondissement de la crise économique capitaliste. Un travailleur a même été tué, écrasé par un camion devant une barricade sur les docks de Hirtshals, une ville à la pointe nord de la partie continentale du Danemark, près du port d'Aalborg, l'un des principaux foyers de grève. Des milliers de travailleurs de toute la région ont défilé derrière la dépouille mortelle de ce travailleur. Cette action répressive n'a pas été isolée. Les policiers ont lancé des attaques tous azimuts contre les mobilisations ouvrières, y compris en utilisant des

chiens policiers. Lors de la manifestation d'Aalborg, le 21 janvier, en soutien avec le combat des dockers, les policiers ont même sorti leurs pistolets, avant de reculer devant les travailleurs. Un groupe de 70 policiers est venu de Copenhague à Norresundsby pour assurer la protection des briseurs de grève. Dans les chantiers navals B et W de Copenhague, l'emploi des forces de répression et des « jaunes » a conduit les autres travailleurs des chantiers à entamer une grève de solidarité avec les dockers.

Mais ces actions de solidarité n'ont pas été reprises en charge et généralisées par les directions syndicales. Ainsi, les délégués d'atelier de la section de construction mécanique des chantiers navals B et W de Copenhague ont empêché les travailleurs de cette entreprise d'apporter leur soutien à ceux qui avaient été lock-outés par la direction des chantiers pour s'être solidarisés avec les dockers en grève. Cet épisode illustre à la fois la force et la faiblesse de cette lutte des dockers. Par leur résolution à se battre, ils ont obtenu le soutien souvent spontané de groupes de travailleurs et de chômeurs. Mais ces actions sont restées peu organisées à l'échelle nationale. Car, si les délégués d'atelier constituent une catégorie de représentants ouvriers plus proches des travailleurs et plus militants que l'appareil syndical lui-même, l'organisation nationale de ces délégués reste dominée par le Parti communiste (PC), dont la politique est globalement suiviste vis-à-vis de la direction social-démocrate. Ainsi, l'organisation des délégués d'atelier de la section de construction de moteurs des chantiers navals B et W de Copenhague, qui s'est opposée aux actions de solidarité avec les travailleurs des chantiers navals, est dominée par le PC.

L'autre force politique principale au sein du mouvement des délégués d'atelier est le Parti socialiste populaire (SF), sorte de précurseur de l'eurocommunisme. En fait, PC et SF travaillent presque en symbiose. Plus populaire au niveau électoral parce que non directement associé à la répression en Europe de l'Est, le SF est apparu comme la principale alternative électorale à la social-démocratie. Mais il ne s'inquiète guère d'organiser ses électeurs dans le mouvement syndical et abandonne en quelque sorte ce travail au Parti communiste qui, en retour, compte sur le SF pour ses opérations parlementaires. Aussi, ces partis ouvriers n'ont-ils rien fait au niveau parlementaire pour soutenir la grève des dockers.

De son côté, la Confédération nationale du travail (LO), contrôlée par la social-démocratie, a eu une attitude ouvertement hostile à la grève. Le président de cette centrale syndicale a même déclaré qu'il fallait adopter des décisions rendant plus facile l'expulsion du syndicat des groupes qui « n'écotent pas les conseils » de leurs dirigeants syndicaux. Ainsi, malgré le soutien fourni par la base et par nombre de délégués d'atelier dans l'ensemble du pays, une solidarité organisée à l'échelle nationale a fait défaut, pour permettre aux dockers de battre le gouverne-

ment dans une lutte qui représentait un affrontement direct avec sa politique d'austérité. Finalement, la direction du syndicat des dockers a mis fin à la grève le 14 février dernier, sans pour autant obtenir la moindre concession de la part du gouvernement et du patronat. Toutefois, malgré son issue, la grève des dockers a représenté une première expérience importante de la capacité de la classe ouvrière à lutter contre la politique d'austérité du gouvernement. ■

## EL SALVADOR

### Ve Coordination européenne des comités de solidarité

Les 18, 19 et 20 février 1983 s'est tenue à Genève, en Suisse, la Ve Coordination des comités européens de solidarité avec le Salvador. Y participaient des représentants de nombreux pays : l'Autriche, la Belgique (avec une délégation pour la partie francophone du pays et une autre pour la partie flamande), le Danemark, l'Etat espagnol, la France, la Grande-Bretagne, la Hollande, l'Italie, la Norvège, le Portugal, la République fédérale d'Allemagne, la Suède et la Suisse. Un télégramme de soutien a été envoyé par les comités islandais.

L'ouverture de cette rencontre a été marquée par un meeting intitulé « Solidarité avec le Salvador », qui regroupa environ 200 personnes, au cours duquel prirent la parole un représentant des comités de solidarité de Suisse et Francisco Herrera, représentant du Front démocratique révolutionnaire - Front Farabundo Martí de libération nationale (FDR-FMLN) qui mène la lutte de libération au Salvador. Le camarade suisse fit ressortir l'importance du travail de solidarité dans un pays, la Suisse, qui se caractérise par son racisme et sa xénophobie envers les travailleurs immigrés, et il se référa à la nécessité d'unifier les mouvements de solidarité européens avec les luttes orientées contre le militarisme impérialiste. Enfin, il résuma les objectifs de la Ve Coordination européenne des comités de solidarité : amélioration de la coordination du travail à l'échelle européenne et des échanges d'expériences, et construction, en Europe, du Front mondial de solidarité avec le peuple d'El Salvador (FMSPS).

Avant l'intervention du représentant du FMLN-FDR, des communiqués envoyés par diverses organisations (près d'une trentaine au total) furent lus à la tribune. Parmi ceux-ci on peut noter les saluts du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) du Chili, du Parti de la victoire du Peuple (PVP) d'Uruguay, de la section genevoise du Parti communiste espagnol (PCE), du Comité de solidarité socialiste avec les pays de l'Est, du Front Polisario, des ambassades du Vietnam et du Nicaragua. Des messages de solidarité

du mouvement ouvrier suisse furent aussi adressés à cette rencontre, dont celui du Parti socialiste ouvrier (PSO), section suisse de la IVe Internationale.

Francisco Herrera, du FDR-FMLN, rappela le respect de l'autonomie des Comités de solidarité avec le Salvador, l'importance de cette activité internationale et de son renforcement, et dénonça l'escalade de l'interventionnisme impérialiste. Il analysa également la situation actuelle au Salvador, aux niveaux politique et militaire. Etant donné que le FMLN-FDR ne participait pas en tant que tel aux débats, le camarade Francisco Herrera précisa les lignes générales que devrait prendre l'action de solidarité : opposition à l'intervention impérialiste ; recherche de moyens pour faire connaître à la presse internationale la réalité intérieure du Salvador ; refus du « discours triomphaliste », car la réalité est dure et l'ennemi très puissant ; lutte pour la libération des prisonniers politiques ; recherche d'un dialogue qui puisse assurer « une issue digne pour les intérêts du peuple », ce qui doit être lié à la reconnaissance toujours plus large du FDR-FMLN au niveau international ; exigence de la réouverture de l'Université du Salvador, fermée maintenant depuis 1980.

Les débats de cette rencontre ont par ailleurs permis aux délégués des comités de chaque pays de mieux appréhender les multiples difficultés, parfois spécifiques à certains, parfois communes à tous, qui entravent la construction du mouvement de solidarité. Par exemple, en Italie, en Norvège, en Suède, au Danemark et en Hollande, les rapports des comités de solidarité avec les principales forces politiques et syndicales se sont souvent traduits par des campagnes unitaires. Tel n'est pas le cas en France et dans l'Etat espagnol où, au contraire, les comités sont souvent marginalisés par l'attitude sectaire des organisations politiques et syndicales majoritaires dans le mouvement ouvrier de ces pays. Tous ces problèmes devront trouver une solution pour permettre au mouvement de solidarité de se développer et d'être à la hauteur des enjeux en cours en Amérique centrale.

Face au développement des responsabilités de la solidarité internationale, les comités de soutien ont créé un secrétariat européen qui coordonnera, dans la mesure du possible, leurs activités, ainsi que les tournées en Europe des délégations des organisations de masse de la révolution salvadorienne. Les comités de solidarité ont aussi réaffirmé leur volonté de soutenir et d'élargir le Front mondial de solidarité, en appuyant et en aidant à la coordination des campagnes prévues par cet organisme mondial pour le mois d'octobre 1983 et à l'occasion du 22 janvier 1984 (en commémoration de l'insurrection paysanne de 1932 et des actions du FMLN en 1981). Pour leur part, les militants révolutionnaires prendront toute leur place dans le renforcement du mouvement de solidarité avec la lutte du peuple salvadorien, et ils engageront toutes leurs forces pour la réussite des campagnes du Front mondial de solidarité. ■

## GRENADE

### Les plans de déstabilisation de la CIA

Le quotidien américain *Washington Post* vient de confirmer, dans son édition du 27 février 1983, l'existence de plans impérialistes pour « déstabiliser » le gouvernement de Maurice Bishop, dans la petite île caraïbienne de Grenade. Dans cet article, reproduit largement par la presse américaine, et notamment l'*International Herald Tribune* du 28 février, il est précisé que « les détails de l'opération ne sont pas connus au-delà d'une description générale provenant de certaines sources, et suivant lesquelles la CIA a développé des plans durant l'été 1981 pour causer des difficultés économiques à Grenade dans l'espoir de saper le contrôle politique du Premier ministre Maurice Bishop, qui est arrivé au pouvoir par le coup de mars 1979. Mais ces mêmes sources affirment que l'opération a été décommandée parce que la Commission du Sénat (Senate Intelligence Committee) s'y est opposée ».

C'est en juillet 1981 que des représentants officiels de la CIA ont présenté devant cette commission leur plan pour déstabiliser le gouvernement de Grenade. « Mais, parce que certains de ses aspects ont été jugés différents de la pratique courante, ce plan a rencontré une forte opposition, ont déclaré des sources provenant de cette même Commission. »

Si le contenu de ce plan n'est pas précisé, un membre de la Commission du Sénat a suggéré qu'il prévoyait « une déstabilisation économique affectant la viabilité politique du gouvernement ». D'ailleurs, de telles opérations ne sont pas nouvelles. N'est-ce pas l'administration de Jimmy Carter qui discuta en premier lieu, après que le gouvernement de Grenade ait sollicité l'aide de Cuba, de la possibilité du recours à de telles actions ? Ensuite, l'impérialisme américain s'est à plusieurs reprises opposé à l'attribution d'aide économique à Grenade. Il a aussi fortement dénoncé l'aide de la Communauté économique européenne (CEE) pour la construction d'un aéroport international dans cette île de la Caraïbe. Enfin, il ne manque pas une occasion de multiplier les déclarations hargneuses contre le gouvernement de Maurice Bishop. Lors de ses vacances dans l'île de la Barbade, Ronald Reagan devait déclarer, l'été dernier : « Le Salvador n'est pas le seul pays qui est menacé par le marxisme. Grenade, continue Reagan, porte la marque de fabrication soviétique et cubaine, ce qui laisse prévoir qu'elle essaiera de répandre le virus parmi ses voisins. »

Enfin, l'article du *Washington Post* reconnaît qu'en « novembre 1981, le Conseil national de sécurité a autorisé des actions paramilitaires spécifiques contre la présence cubaine dans la région ». Selon les minutes du Conseil national de sécurité, « dans certaines circonstances, la CIA pourrait organiser des actions paramilitai-

res unilatérales contre des objectifs cubains spécifiques ».

Autant d'actions et d'activités préparent l'impérialisme à une intervention toujours plus grande en Amérique centrale. En même temps, la Maison-Blanche promet au régime salvadorien une aide supplémentaire de 60 millions de dollars pour l'année en cours (en plus des 26 millions déjà autorisés) et réclame du Congrès que cette aide soit portée à 86,3 millions de dollars pour l'année 1984. Le gouvernement US affirme que « toutes les mesures nécessaires » seront prises pour empêcher une victoire du FMLN-FDR, dénonce les secteurs religieux qui réclament une négociation dans ce pays comme étant des « ecclésiastiques qui veulent voir l'influence soviétique se développer au Salvador », et s'engage fermement à défendre les intérêts économiques américains. L'enjeu est de taille car, comme l'a rappelé Ronald Reagan à San Francisco, le 4 mars dernier, « 50 % de tout ce que nous importons passe à travers la Caraïbe, par le canal de Panama ».

## COLOMBIE

### L'état-major réagit à l'enquête sur le MAS

Le Procureur général de la République colombienne, Carlos Jimenez Gomez, vient de rendre publiques les conclusions d'une enquête sur l'activité d'organismes paramilitaires comme le MAS (Muerte a los Secuestradores, Mort aux séquestrateurs). Cette enquête a été réclamée par le Président de la République, Belisario Betancur, confronté à la pression exercée sur lui par le Mouvement pour la défense des droits civiques et les organisations ouvrières et populaires. Les résultats de cette enquête confirment les multiples dénonciations concernant l'implication, dans ces activités terroristes contre-révolutionnaires, de militaires, de propriétaires terriens, d'éleveurs de bétail et d'entrepreneurs. Ainsi, le Procureur général a-t-il affirmé : « A la lumière des preuves rassemblées jusqu'à ce moment de l'instruction, il existe des charges suffisantes pour déférer en justice un nombre total de 163 personnes, dont 59 sont des membres des forces armées régulières. » (*Uno mas Uno* du 20 février 1983). Parmi cette liste de 163 personnes figurent de nombreux gros propriétaires-éleveurs et des commerçants de la région de Magdalena Medio, située à quelque 350 km au nord de la capitale, Bogota.

Dans la seule année 1982, le MAS a commis 96 assassinats, dont ceux de 25 dirigeants syndicaux, de 6 conseillers municipaux de l'opposition et de 8 dirigeants du Mouvement pour la défense des droits civiques. 59 personnes ont été menacées de morts par cette organisation, dont les dirigeants du Comité permanent de défense des droits humains, Alfredo Vazquez Carrizoza et notre camarade Socorro Ramirez, membre de la direction du Parti socialiste révolutionnaire

(PSR, section colombienne de la IVe Internationale). 65 personnes ont par ailleurs été enlevées par le MAS, dont un autre dirigeant du PSR, le camarade Ricardo Sanchez, au nombre desquelles 46 ont été torturées.

Sous le gouvernement précédent, l'existence même de cette organisation était purement et simplement niée, tandis que les chefs militaires justifiaient même indirectement sa raison d'être. Des secteurs liés à la mafia de la drogue et de la contrebande ont reconnu publiquement apporter leur appui financier aux activités du MAS. En octobre 1981, un petit avion lâcha, au-dessus de la ville de Cali, des milliers de tracts sur lesquels on pouvait lire : « Tous les preneurs d'otages, de droit commun ou subversifs ... seront exécutés, pendus aux arbres des parcs ou fusillés, et marqués du sigle de notre groupe. » Les tracts étaient signés MAS-Groupe d'action de la mafia, et le sigle était une croix noire. » (*Uno mas Uno* du 28 février 1983.)

Dès qu'ont été connus les noms des personnes impliquées dans les macabres activités du MAS, l'état-major de l'armée a tenu un banquet en l'honneur du général Fernando Landazabal Reyes, ministre de la Défense, et une retenue financière obligatoire équivalant à un jour de salaire a été annoncée, pour assurer la défense des militaires impliqués dans cette affaire. Cette retenue, bien qu'illégale, a d'ailleurs été appliquée à tous les effectifs des forces armées. Le général en retraite Navas Pardo a, quant à lui, fait une apologie ouverte du coup d'Etat.

Les regroupements de capitalistes, comme l'Association des industriels (ANDI), la Fédération des éleveurs (FEDEGAN), l'Association des petits industriels (ACOPI), entre autres, et certains éditorialistes de la presse bourgeoise, s'empressèrent de faire chorus avec les forces armées en exerçant des pressions pour réclamer la démission du Procureur général.

Des arguments fallacieux furent également avancés pour empêcher le déroulement de l'enquête. L'on déclara, par exemple, dans certains cercles réactionnaires, que le Procureur avait violé le secret de l'instruction et le droit de la défense des personnes impliquées. La position du Président Belisario Betancur resta ambiguë, prêtant le flanc à l'offensive provocatrice de la hiérarchie militaire.

Mais les secteurs démocratiques du mouvement ouvrier et populaire se sont prononcés contre toute intimidation visant à entraver la marche de l'instruction et pour que les personnes incriminées soient déférées devant la justice ordinaire et non pas devant des tribunaux militaires. Malgré toutes ces pressions réactionnaires, ces courants réclament que l'enquête soit menée à son terme en toute indépendance de la justice et qu'elle soit sanctionnée non seulement par la dissolution du MAS, mais aussi des autres groupes paramilitaires comme ceux qui portent des noms tels que Les Grillons, La Marque noire, Mort aux communistes, Escadron de la mort, etc.



Le Pape en Amérique centrale

## L'alliance du sabre et du goupillon

**C'**EST dans une région agitée par la montée des luttes révolutionnaires que le Pape Jean-Paul II s'est rendu au début du mois de mars. Il n'est donc pas étonnant que son discours ait été bien moins populiste qu'il ne le fut lors de son dernier voyage en Amérique latine en 1980. Cette fois-ci, le grand émissaire du Vatican s'est concentré principalement sur la dénonciation de la lutte armée comme recours pour les masses populaires face aux dictatures locales, sur la réaffirmation de l'unité de l'Eglise en guise d'avertissement aux petits prêtres tentés par une participation aux combats anti-impérialistes des peuples de la région — « *Restez en profonde communion avec vos évêques* », leur dira-t-il au Honduras —, et sur un appui diplomatique plus ou moins explicite aux solutions proposées par l'impérialisme et les dictatures centro-américaines.

D'emblée, au Costa Rica, le Pape affirma que la solution aux problèmes de la misère devait être trouvée « *sans recours à la violence ou aux systèmes collectivistes, qui ne sont pas moins oppresseurs pour la dignité de l'homme que l'économie capitaliste pure* ». A Panama, quelques jours plus tard, il mettait en garde la population rurale d'Amérique latine en proclamant : « *Ne suivez pas ceux qui sont intéressés à ce que vous preniez les armes de la haine et de la lutte. Ce n'est pas la voie de l'Eglise.* » Pourtant, en rendant visite aux dictateurs Rios Montt du Guatemala et « Bébé » Doc d'Haïti, au major d'Aubuisson, actuel président de l'Assemblée salvadorienne et responsable de l'assassinat de Mgr. Romero en 1980, le Pape a clairement illustré la voie choisie par la hiérarchie de l'Eglise en Amérique centrale. Et c'est d'ailleurs à peine s'il trouva les mots pour exprimer sa « *profonde tristesse* » devant l'assassinat, juste avant son arrivée au Guatemala, de six jeunes gens accusés d'appartenir à la guérilla, et dont le Vatican avait réclamé la grâce.

Dans le sillage de la visite papale s'est donc profilée la stratégie diplomatique

de l'impérialisme américain. Le 4 mars, à San Francisco, Ronald Reagan annonçait son intention d'augmenter le nombre des conseillers US au Salvador et d'élargir les limitations, déjà largement fictives, de la participation US aux combats contre la guérilla du FMLN au Salvador. Dans les jours qui suivirent, les dictatures centro-américaines profitèrent de la présence complice du Pape pour annoncer, qui des élections pour la fin de l'année, comme le président Alvaro Magana du Salvador, qui, la promulgation de lois permettant « *une ouverture politique* » dans le cas du général guatémaltèque Rios Montt.

Les représentants des oligarchies locales n'eurent donc qu'à se féliciter de la visite pontificale, qu'ils ont analysée comme une aide précieuse dans leur entreprise de musellement des masses pauvres de leurs pays. Rios Montt la compara même à « *de l'eau fraîche pour un assoiffé* ». En l'occurrence, c'était là plutôt de l'eau fraîche pour un assoiffé de... sang ! L'impérialisme US, lui aussi, ne pourra que se féliciter de ce périple. Si le Pape a parlé de dialogue au Salvador, c'est à la manière de Washington, en excluant le FMLN-FDR. Car, pour Jean-Paul II, le dialogue est « *difficile et stérile lorsque l'une des parties se réclame d'idéologies qui font de la lutte le moteur de l'histoire* ». Et même s'il est allé, en dehors du parcours officiel de sa visite, se recueillir sur la tombe de Mgr. Romero, un représentant de la hiérarchie catholique salvadorienne a confirmé que le pouvoir ecclésiastique avait interdit la reproduction à San Salvador d'une affiche représentant Jean-Paul II et Mgr. Romero.

Mais c'est en fait au Nicaragua que la visite papale fut la plus instructive, dans un pays où les masses populaires, bien qu'engagées dans un processus révolutionnaire, sont encore profondément attachées à la religion catholique. Ainsi, cette visite représentait la possibilité pour les forces contre-révolutionnaires, dont l'un des porte-parole n'est autre que l'archevêque de Managua, Miguel Obando y Bravo, de profiter de la situation.

Le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) a consciemment joué le jeu de la plus grande participation populaire au rassemblement lors de la visite du Pape. Des centaines de milliers de personnes étaient présentes sur la place du 19-Juillet, à Managua, le 4 mars. Et les pressions multiples du Vatican se sont exercées sans succès pour contraindre les cinq prêtres qui sont membres du gouvernement de reconstruction nationale à abandonner leur ministère ou, à tout le moins, à être absents lors de la visite papale.

De plus, dès l'accueil du Pape à l'aéroport, le commandant Daniel Ortega, au nom du gouvernement, lui souhaitait la bienvenue en lui rappelant quelques vérités, et notamment qu'il était reçu « *par un peuple héroïque, martyrisé mais heureux, qui, après de longues années de souffrance et de guerre, qui ont provoqué la mort de 50 000 frères et sœurs, a entrepris de profondes transformations morales et sociales. Vous arrivez dans notre pays au moment où nous commençons juste à reconstruire la nation qui a été pillée et diffamée par des exploités qui n'ont dans les cœurs qu'égoïsme et ambition sans limites* ». Daniel Ortega ajouta aussi que le Pape visitait une région touchée par « *la soif de justice* », une région dans laquelle « *le Salvador est un pays qui lutte durement pour de meilleures conditions d'existence et, qu'aujourd'hui comme hier, ce sont les Etats-Unis qui interviennent de plus en plus en défense d'une cause injuste et perdue* ».

Aussi, le discours évangélique général de Jean-Paul II ne parviendra-t-il pas à satisfaire l'assistance réunie sur la place du 19-Juillet, qui attendait du représentant du Vatican qu'il s'engage fermement sur la question des droits de l'homme et dénonce les agressions impérialistes contre le Nicaragua. Aussi, au fur et à mesure qu'avancait le discours du Pape, des voix, puis des cris s'élevèrent massivement pour proclamer : « *Nous voulons la paix !* », « *Pouvoir populaire !* » ou encore « *Entre christianisme et révolution, il n'y a pas de contradiction !* » Les cris de « *Vive le Pape !* », qui étaient surtout lancés par des groupes organisés par la hiérarchie catholique locale, seront donc bientôt recouverts par la voix du peuple nicaraguayen. A tel point que, s'interrompant, le Pape a dû rajouter à son discours une phrase qui n'était pas prévue, et affirmer : « *L'Eglise est la première à vouloir aussi la paix* ». Cette visite du Pape fut donc une sérieuse leçon de choses pour les masses nicaraguayennes déçues par l'attitude de Jean-Paul II. La papauté en prendra ombrage et Radio-Vatican accusera, quelques jours plus tard, les sandinistes d'avoir essayé de tirer un « *capital politique* » de la visite papale, tandis que Jean-Paul II présentera la mobilisation des masses nicaraguayennes sur la place du 19-Juillet comme étant « *à la limite d'une profanation organisée de la liturgie eucharistique* ». A quand l'excommunication du peuple nicaraguayen ? ■

Vincent KERMEL  
Paris, 20 mars 1983.